

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

SAMEDI 16
DIMANCHE 17 AVRIL 1977
N° 427 1,50

Belgique 15 FB
Commission Paritaire 56 942

(LIRE NOTRE ARTICLE P. 2)

Avec les travailleurs
de la S.M.N.

Un débat
sur
le socialisme

Nos luttes ne doivent pas servir leur renégociation du Programme Commun

Chaque jour du mois de mars, 1000 chômeurs supplémentaires se sont ajoutés à la liste déjà énorme de ceux qui sont obligés de vivre dans la misère et l'incertitude. Et ces chiffres ne font qu'augmenter, comme en témoignent les 16 000 licenciements envisagés dans la sidérurgie.

Judi, c'est toute une ville qui s'est dressée contre cela, des milliers et des milliers de travailleurs qui, en manifestant, ont signifié nettement leur hostilité aux licenciements, leur hostilité au plan Barre, leur volonté de ne pas se laisser faire et de refuser que Thionville ne devienne, pour de bon cette fois-ci, une ville morte. Cette volonté de lutte des sidérurgistes lorrains est finalement la même que celle qui anime tous les travailleurs qui se battent aujourd'hui, par des grèves, par des débrayages, par des manifestations. Or, quelle réponse est apportée aujourd'hui aux travailleurs par les paris du Programme Commun, et particulièrement le PCF : les nationalisations !

Le PCF présente la nationalisation de la sidérurgie comme la solution miracle, et en fait son cheval de bataille pour la re-négociation du programme commun. Que signifierait donc une telle nationalisation, que changerait-elle fondamentalement ?

Les patrons ne seraient plus les mêmes, ceux d'aujourd'hui devront se satisfaire d'une rente qu'ils pourraient réinvestir dans les secteurs plus rentables. Mais quelle différence pour les travailleurs entre un patron «privé» et le patron de Renault par exemple. Pourtant, le PCF nous présente les entreprises nationalisées comme un modèle, et c'est vrai qu'il s'agit pour lui, dans un certain nombre de domaines, de perfectionner ce modèle : en donnant encore plus de pouvoir aux cadres et aux techniciens, donc en excluant également la possibilité pour la classe ouvrière de prendre ses affaires en main, en perfectionnant son appareil de permanents syndicaux coupés des travailleurs, et en augmentant les libertés pour les militants, comme il le réclame à grands cris, en développant enfin la compétitivité, la rentabilité des entreprises.

Car le vrai problème est là : si la sidérurgie est aujourd'hui en difficulté, c'est parce que l'impérialisme français est en crise, parce qu'il est en position de faiblesse dans le jeu de la concurrence internationale, parce qu'il peut moins facilement tirer profit de l'exploitation du Tiers Monde.

Or le PCF et le programme commun spécifient que la France doit se placer dans le cadre impérialiste, qu'elle doit chercher de nouveaux marchés. C'est cette volonté de compétitivité qui engendre l'exploitation, c'est elle qui a pour conséquence les restructurations, les licenciements, le chômage.

Les mêmes menaces pèneraient sur les travailleurs de la sidérurgie nationalisée, comme la même exploitation pèse sur les travailleurs de Renault, malgré par exemple, l'implantation, tant vantée par le PCF, d'une usine Renault en URSS.

Nicolas DUVALOIS

ENCORE 3% DE CHÔMEURS EN PLUS
AU MOIS DE MARS (CHIFFRE INSEE)

CHAQUE JOUR 1000 CHÔMEURS SUPPLÉMENTAIRES



A Lille Gérard Simon, sourd-muet de trente et un ans a tenté de se suicider par le feu.

A Paris Wanda Denglos, 20 ans a également tenté de se suicider par le feu devant l'agence de l'emploi. Tous les deux sont au chômage. Deux parmi un million et quelques centaines de mille.

Pour la première fois au 31 mars le nombre de chômeurs officiel a dépassé le million, s'établissant à 1 002 500 soit 3% de plus qu'en février. Le nombre réel est supérieur à 1 500 000.

De toute part les responsables du chômage avancent leurs «solutions». Beulac et Barre proposent la retraite anticipée

pour les travailleurs de plus de soixante, et un billet de retour aux travailleurs immigrés et une aide...aux patrons. Royer demande que les patrons embauchant des jeunes soient dispensés de charges sociales. Le RPR suggère la multiplication des embauches à l'essai. Bidégain, patron-licencier de la chaussure demande que les mères de famille laissent leur emploi aux jeunes pour 1 000 F par mois et offre 15 000 F aux travailleurs pour quitter la France. Aucune création d'emploi, ni même aucun maintien d'emploi dans ces propositions, mais des tentatives de cacher le chômage et de dresser les différentes catégories de chômeurs les uns contre les autres.

Les
séminaristes
de
Rambouillet
cherchent
le salut
d'ici 78

Ils sont venus, ils sont tous là pour réfléchir en commun au programme miracle qui pourrait leur éviter la défaite en 78. Les 15 ministres hier, les 40 membres du gouvernement aujourd'hui. Dans le confort du château de Rambouillet, et sous la conduite de Giscard, les réunions, rythmées par les repas pris en commun et les promenades dans le parc, ont pour but de «réfléchir» sur le programme de réforme à présenter au Parlement dans quelques jours, et certainement aussi sur les blocages actuels. Les anciens de ce gouvernement évoqueront peut-être le précédent séminaire, celui qui a décidé du départ de Chirac, à moins que Peyrefitte ne raconte le «Mal Français».

(LIRE
NOTRE ARTICLE P. 3)

De notre
Bureau de Presse
de Rouen

Nouvelles de
Haute-
Normandie

LIRE NOTRE ARTICLE P.5

AUXERRE

SOISSON FAIT DONNER LES CRS

Occupation de la mairie
pour la réintégration
d'une déléguée CGT

(LIRE NOTRE ARTICLE P. 6)

LE TOME V DES OEUVRES CHOISIES DE MAO TSE-TOUNG PUBLIÉ EN CHINE

lire en p 9

AVEC LES TRAVAILLEURS DE LA SMN DE CAEN

UN DEBAT POUR LE SOCIALISME



A la SMN de Caen, les travailleurs sont victimes de mesures de chômage partiel, depuis de longs mois. Des projets de licenciements ont été récemment rendus publics. C'est dans ce contexte, deux semaines avant que les derniers projets de la direction soient connus, que la cellule d'entreprise

de la SMN et la cellule de quartier d'Hérouville ont engagé une vaste enquête-débat avec les travailleurs de la SMN sur le socialisme, sur ce qu'il devra être.

solutions électorales de la gauche ? Le socialisme est-il possible en France ? Que sera-t-il ? Ces questions sont au centre du débat ; un cercle sur le socialisme a commencé à se réunir. Nous rendons compte ici des premiers éléments des discussions.

Que penser de la crise actuelle ? Qu'attendre des

Un jeune du PCF avec qui nous discutons, nous dit : le chômage, on n'en voit pas la fin. Les copains et moi, nous sommes écœurés, découragés. On est sûr que leur crise va aller en empirant. Et c'est dans tous les domaines : les femmes ne veulent plus être cantonnées à la vaisselle, au ménage ; les jeunes sont révoltés, ils ne veulent plus apprendre passivement à l'école...

«Ils peuvent se maintenir encore quelque temps ; mais on sent bien que le capitalisme n'est plus solide», nous dit Alain, syndicaliste CGT.

«La France ne peut se redresser depuis qu'elle a perdu ses colonies. Elle est de plus en plus dépendante des USA...» ajoute-t-il.

«La situation économique est très difficile. On se demande si la relance promise aura lieu. La France est mal placée par rapport à la concurrence du Japon, par exemple. Mais c'est très compliqué de comprendre la cause de tout ça», réfléchit Serge, militant CGT des laminiers. «L'avenir est plutôt noir... Peut-être la guerre est-elle inévitable ?»

«Avec la concurrence internationale, je pense que le chômage ne va cesser d'augmenter», nous dit Marc syndicaliste CFDT des hauts fourneaux. «Et nous faisons toujours la même production malgré notre journée de chômage par semaine.»

L'OUVRIER N'A PLUS CONFIANCE...

Le fatalisme, le découragement que nous rencontrons ainsi chez beaucoup, vient de l'absence de perspectives, à court et à long terme. C'est ce que nous explique Marc des hauts fourneaux : «La lutte est difficile aujourd'hui. D'abord les gars perdent déjà beaucoup d'argent avec le chômage. Et puis, il y a les échecs des luttes partielles de l'an passé, comme chez nous : ça ne donne pas envie de recommencer. Les patrons disent : quoi que vous fassiez, on ne lâchera rien. Alors l'ouvrier est sceptique. Il n'a plus confiance». Et puis, il y a l'attitude des syndicats : «On en a marre, des journées d'actions de 24 h, des divisions syndicales. On n'entend parler que des élections. On a l'impression qu'ils laissent de côté le chômage.»

«J'ai beau réfléchir et analyser tout seul, je ne comprends pas ce qui se passe aujourd'hui dans les syndicats», nous dit Yves du dépôt. «On a l'impression qu'ils ne veulent pas de luttes, à cause des élections. Moi je trouve qu'il y a autre chose à faire. Certains délégués, on ne les voit plus dans les ateliers : ils passent leur temps à gérer les affaires du CE. C'est là qu'ils se réfugient. Mais le chômage ?»

ET LA GAUCHE : LA CONFIANCE EST LIMITÉE

Ce sera d'abord l'échec de Giscard, de Barre. Et puis, peut-être quelques améliorations ? (Salaire, retraite).

«La gauche peut peut-être résoudre une partie de la crise économique, mais pas la crise politique», nous dit un travailleur syndiqué à la CGT. «En supprimant du gaspillage, les nationalisations permettront peut-être de relancer les investissements, et de limiter également le chômage ?» De toutes manières, Yves ne se fait pas trop d'illusions : il n'y aura pas suppression du chômage. Quant aux autres revendications, il doute qu'on puisse en obtenir beaucoup :

«La situation économique sera difficile, surtout avec la fuite des capitaux.»

«Et puis regardez, la Saviem. C'est bien nationalisé, et ils ont du chômage», nous dit Marc des hauts-fourneaux. «Mais on les mettra au pied du mur. Ils seront bien obligés de donner un peu de ce qu'ils ont promis», ajoute-t-il.

Quant à la solidité de l'union, les gars n'y croient pas beaucoup. Pour le PS, c'est unanime, «Il n'est pas ouvrier». Le PCF ? «Au moins il y a des ouvriers sur les listes municipales qu'il présente. Il peut peut-être surveiller le PS. L'empêcher de gouverner avec Giscard» nous dit un travailleur.

«Le PCF ne laissera pas faire le PS, car il y a des ouvriers chez lui» ajoute un autre.

«Moi le doute me vient aussi sur le PCF», ajoute Marc des hauts-fourneaux. «Car aujourd'hui à la SMN les nouvelles adhésions au PCF, ce sont les contremaitres et même des ingénieurs. Et ça, de plus en plus, j'ai du mal à y croire, mais c'est vrai qu'ils préparent le terrain pour gouverner», conclut-il.

«De toute manière, l'arrivée de la gauche au pouvoir ne changera pas beaucoup notre sort de travailleur», disent les gars du dépôt. «Les patrons seront toujours là. Mais ça débloquera la situation sociale» nous dit le jeune du PCF. «Les patrons seront moins arrogants qu'aujourd'hui». Voilà ce que nous avons entendu souvent. «La victoire de la gauche, eh bien ce sera au moins l'échec de Giscard.»

Mais nous nous sommes aperçus, rapidement, dans les cellules du PCR à Hérouville, qu'en enfermant les ouvriers dans le choix gauche-droite, nous faisions la discussion sur l'avenir et nous maintenions les gars dans le découragement et le pessimisme dus à l'absence d'une autre alternative pour la classe ouvrière.

Nous avons alors décidé d'engager le débat sur le socialisme en France.

«Les ouvriers au pouvoir ? C'est difficile à imaginer cela», nous dit tout d'abord Marc, des hauts fourneaux.

Et les questions sont nombreuses, dès que nous engageons le débat.

«Est-ce que nous en serons capables ?»
«Pourquoi ça n'a pas été possible plus tôt ?» «Tout est à refaire. Il faudra tout changer. Aujourd'hui, tout se décide sans nous. Le contraire sera donc un grand bouleversement.»

On s'entend vite alors pour approfondir le débat. Pour analyser ensemble ce que serait le socialisme chez nous. «Ça c'est un problème important, c'est notre avenir», nous dirons des jeunes de la CGT. Et nous décidons de réunir un cercle où pourra se faire une réflexion collective.

ARRIVERONS-NOUS À DIRIGER ?

Après un bref exposé indiquant à grands traits ce que peut être le socialisme, c'est tout d'abord sur la capacité de la classe ouvrière à maîtriser l'économie que s'engage le débat...

Marc : «Si on fait la révolution et que l'on prend les usines de force, comme tu le dis, automatiquement on va être isolé du reste de l'Europe, et peut-être du monde. Avec les portes fermées de partout, comment va-t-on s'en tirer ? On a besoin d'énergie et puis on aura de la surproduction. Tiens, tu prends la SMN : si on n'a

plus de charbon (qui vient des USA) de fer, que fera-t-on ? Et 40 % de la production actuelle est exportée. Il y aura bien alors de la surproduction.»

Jean-Claude : «Il faut voir ce qui a guidé les choix qu'ont faits les capitalistes. C'est le profit et non les nécessités techniques. Regarde, ils ont fermé les mines de charbon parce qu'ils pillaient le pétrole à bon marché. Pareil pour le fer mauritanien. Mais ne pourra-t-on pas faire d'autres choix ? En fonction de nos besoins ?»

«Pour l'énergie par exemple : on rouvrira les mines de charbon, même les petites du Massif Central. Nous pourrions utiliser d'autres sources d'énergie.»

Jean François : «C'est vrai. Et regarde, la SMN par exemple. Nous avons des pertes de chaleur importantes qui pourraient être récupérées pour chauffer l'usine et même les quartiers autour plutôt que d'utiliser les radiateurs électriques. Et les marées ? On pourra bien faire tourner des turbines avec.»

Marc : «Alors là, à mon avis, il n'y a pas de problèmes. On aura assez à manger en France. Au lieu de viser la quantité, on visera la qualité. Le capitalisme a dégradé les conditions alimentaires : on mange mal. Les paysans autrefois étaient fiers de leurs produits. Aujourd'hui le capitalisme les oblige à produire n'importe quoi, et eux ils sont obligés d'obéir pour survivre. Et puis, le gaspillage les révolte : regarde chez nous : on leur a donné des primes pour abattre leurs pommiers et on importe des pommes d'Angleterre. C'est aberrant. Et tout est comme ça.»

René : «Il n'y a pas de raison que pour l'industrie, on n'y arrive pas non plus. D'abord, il faudra recenser tous les besoins du pays. Et on fixera la production en fonction des urgences. Exemple : la Saviem fabrique aujourd'hui 40 000 camions... On n'en fabriquera peut-être que 10 000 mais de meilleure qualité et plus solides.»

Marc : «Mais que feront les ouvriers qui sont dans cette usine ? Il ne faut pas que la suppression de la surproduction entraîne moins de travail. Car alors, ce serait un retour en arrière. Remarque, à la Saviem, le secteur mécanique doit pouvoir produire autre chose que des camions. Il faudra reconverter la production. On connaît les machines. Ça doit être possible.»

Henri : «Non seulement on ne fabriquera plus de surplus, mais le temps qu'on gagnera, eh bien moi je pense qu'on pourra faire des tas de choses : on diminuera le temps de travail, on triplera les équipes pour le travail en poste, on apprendra mieux la technique...»

Jean François : «On reverra tout le système de sécurité. Par exemple à la SMN on mobilisera tous les ouvriers du chemin de fer, pour trouver un système d'accrochage des wagons par l'extérieur, qui empêche les accidents.»

Marc : «C'est vrai qu'aux hauts fourneaux, beaucoup de copains ont des tas d'idées pour améliorer les conditions de travail. Par exemple il faudrait des grands aspirateurs pour la poussière. On pourra fabriquer ça, car on connaît bien le travail.»

Je pense que sous le socialisme le travail retrouvera son intérêt. Avec le socialisme,

ce sera notre métier. On travaillera pour construire le pays socialiste, pour produire de la bonne qualité.

Jean Claude : «Le technicien, l'ingénieur, on saura alors les utiliser. Les ouvriers lui diront : voilà ce qu'il faut trouver.»

René : «N'y a-t-il pas le danger qu'une minorité retrouve un certain nombre de privilèges ? Sous prétexte qu'ils gouvernent en notre nom ne vont-ils pas avoir tendance à gouverner à notre place ?»

Marc : «C'est vrai qu'il faudra bien des responsables. Le problème est : se placeront-ils au-dessus des autres ?»

René : «Le problème, à mon avis, sera de limiter leurs pouvoirs.»

Marc : «Moi je crois qu'un problème, important également, c'est celui de la rémunération. Que recevront-ils comme salaire ?»

Henri : «Je suis partisan qu'il n'y ait pas de privilèges pour eux. Un salaire ouvrier leur suffira. D'ailleurs, je suis pour la suppression immédiate de toutes les différences de salaires.»

Marc : «Là, tu vas trop vite, s'il n'y a pas certains avantages, par exemple pour les travaux les plus durs, au début au moins, personne ne voudra les faire. Il faudra réduire les écarts mais faire encore certaines différences, pendant un temps. Exemple : les mineurs devront travailler moins et avoir peut-être plus de vacances.»

Henri : «Sera-t-on obligé de garder l'argent ?»

Jean Claude : «Ça, c'est le communisme qui verra la suppression de toutes les inégalités. Car toute inégalité peut devenir la base d'un retour en arrière. Certains peuvent profiter des différences pour en faire des privilèges et devenir ainsi des nouveaux bourgeois.»

Henri : «Je ne savais pas que j'étais pour le communisme !»

On s'est séparé enthousiasmé par le débat.

«Il faut l'élargir à toute l'usine», dira Marc. «On réfléchissait à la situation qui s'aggrave, sans voir d'issue parce qu'on restait bloqué dans ce choix : droite ou gauche.»

«Tous les jours, beaucoup d'ouvriers vont travailler sans savoir que le socialisme est possible. Il faut en discuter largement», dira l'épouse de Marc, qui assistait au cercle.

Élargir le débat sur le socialisme, en retrouvant ainsi confiance en l'avenir, telle est l'aspiration qui s'est dégagée du cercle. De nouvelles perspectives existent désormais sur l'usine. Nous allons pouvoir adapter la propagande aux questions concrètes que se posent les travailleurs et élargir nos réunions-débats.

«Je ne croyais pas que les gars avaient tant d'idées sur le socialisme» dira un camarade. «Je ne savais pas qu'on ne pouvait pas parler de socialisme sans parler de communisme» dira un autre. «On a beaucoup appris ensemble» était le sentiment général à l'issue de la réunion.

Cellule SMN (Mondeville)
Cellule Hérouville-Caen
du PCR ml

Séminaire ministériel à Rambouillet

DIVISIONS AU SEIN DE L'EQUIPE BARRE-BIS

On porte beaucoup attention aux divisions et aux querelles qui opposent les deux principaux clans de la droite, RPR d'une part, giscard-centristes d'autre part. Le fondement même de ces divergences profondes, c'est l'incapacité à s'unifier sur un projet cohérent de sauvegarde de l'impérialisme français, l'incapacité à sortir de la crise.

Cependant, cette impuissance, source de délinquance, se manifeste également au sein de chacun des deux clans. En dehors d'une volonté de s'opposer à Giscard, qui pourrait prétendre qu'il existe une profonde unité au sein du RPR entre les «gaullistes traditionnels» à la Debré, ou les jeunes loups fascisants à la Chirac pour qui le gaullisme n'est qu'une référence tactique.

Pour ne prendre que cet exemple, il est peu probable, quel que soit le vote «officiel» du RPR en ce qui concerne le parlement européen, que les parlementaires du groupe chiraquien aient la même position sur cette question : les prises de positions à plusieurs mois d'intervalle nettement contradictoires, d'un Chirac indiquant qu'il s'agit avant tout pour lui d'une question d'opportunité. Si des «sous

clans» existent dans le RPR, ils existent aussi, et de plus en plus, chez les giscardiens. Le silence de Ponia-towski depuis son départ du gouvernement est explicite ; officiellement, les RI n'ont plus de secrétaire général, et en tout état de cause, on ne peut pas considérer la nomination de Ponia comme ambassadeur à Bonn comme une promotion destinée à préparer les élections législatives.

Le séminaire ministériel qui se termine aujourd'hui laissera sans doute filtrer le degré de division qui existe au sein même de l'équipe Barre bis. Ainsi la publication d'un certain nombre de chiffres défavorables au plan Barre vont renforcer la détermination de ceux qui souhaitent une certaine pause dans le plan de redressement. Car les chiffres sont là : si un sondage de l'INSEE fait état d'une certaine reprise des investissements (+4%), la production industrielle a baissé en février de 2,3%, et plafonne depuis l'été dernier au niveau le plus bas, celui de mars 75. Les effectifs des entreprises baissent également (-0,5%) ce qui est une autre manière de constater l'augmentation du chômage, les faillites sont de plus en plus nombreuses, et l'Asse-dic atteint son chiffre record de chômeurs secourus. Face à ces chiffres accablants, les hésitations du gouvernement sont de plus en plus criantes : Barre semble

décidé à continuer coûte que coûte son plan en cette année électorale, tandis que Giscard ne sait trop quoi faire : il ne contredit pas Barre, mais dans le même temps, il cherche à détourner l'attention sur la politique extérieure, tout en confiant à un des conseillers, Serisé, le projet de constituer un grand parti libéral faisant contre-poids au RPR. Et dans cette longue liste d'attitudes contradictoires, il faut citer l'activité du groupuscule giscardien Force Sociale et Libérale qui en Lorraine fait beaucoup de bruit contre les licenciements que ses pairs ont orchestrés.

Division de la droite, divisions au sein des divisions, multiplication d'initiatives abandonnées avant même d'être esquissées, attitudes contradictoires. Le chemin vers 78 est pour la classe dominante particulièrement ardu.

N.D.

Renégociation du programme commun

DIVERGENCES SUR LE FOND DIVERGENCES SUR LA FORME

Du côté du PS comme du côté du PCF, on fourbit ses armes avant les premières rencontres du comité de liaison de la gauche. Beregovoy pour le PS, Loncle pour les MRG et Fiterman pour le PCF doivent se rencontrer une première fois au début de la semaine prochaine, et préparer la rencontre «au

sommet» du mois de mai. Du côté du PCF, on tient à préciser que les négociations seront forcément longues, ce qui n'est pas du goût de Mitterrand, qui voudrait bien avoir les mains libres de ce côté avant d'aborder le congrès du PS en juin.

Selon Fiterman, le PCF non seulement entend rester ferme sur ses propositions de nationalisations de l'automobile, de la sidérurgie et des industries pétrolières, mais en plus il veut un débat de fond sur «ce qu'il y a dans la bouteille des nationalisations». Ce qui confirme que, plus que le mode d'indemnisation des entreprises nationalisées, c'est le contenu de la gestion qui intéresse le PCF : réformer la structure de ces entreprises dans le sens d'une plus grande prise en compte dans la direction des cadres et des délégués syndicaux, dans la mesure où ceux-ci sont sur les positions du PCF.

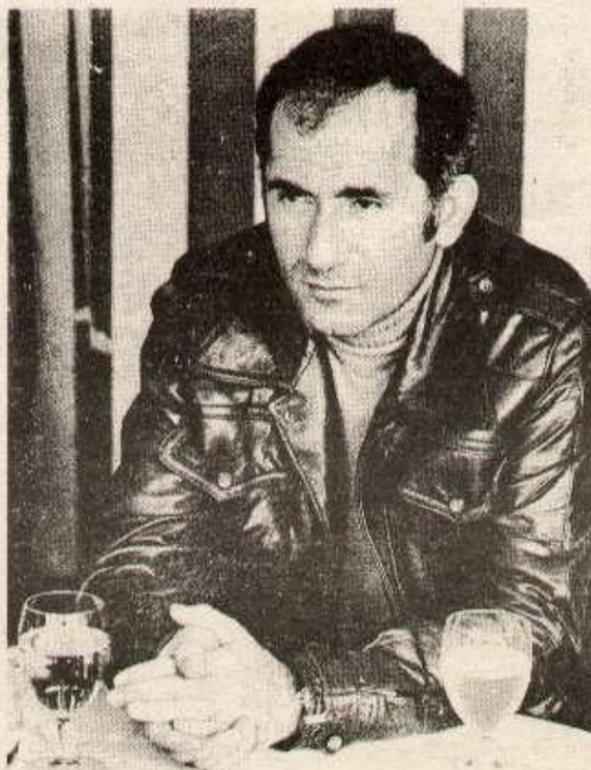
Derrière la forme de gestion qui est en jeu, ce qui est discuté, c'est bien la réalité des pouvoirs détenus à l'intérieur de l'entreprise par tel ou tel clan bourgeois.

Quant au calendrier d'application du programme commun, là encore le PCF prend les devants. Pour Fiterman, le calendrier mis en avant par Mitterrand au

moment des présidentielles de 74 «était trop imprécis. Quant à son plan économique de septembre 74, il était détestable».

Face à cela, le PS fait donner son «Barre de gauche», Mendès-France. Pour lui, les choses sont claires : pas question d'aller trop vite en besogne, la situation économique ne le permet pas. Alors pourquoi un gouvernement d'union de la gauche ? C'est simple : «un pouvoir nouveau sera en droit de demander au peuple, parce qu'il parlera et agira en son nom, d'accepter les priorités et les sobriétés nécessaires, malgré les impatiences légitimes auxquelles on n'a pas le droit d'être insensible, même si tout ne peut pas être fait aussi vite que le cœur le voudrait».

Fiterman et Mendès ne se rejoignent donc que sur un point : tous les deux ont besoin de l'autre, même si c'est dans des buts que la renégociation du programme commun fait apparaître comme nettement divergents.



Charles Fiterman : le fond de la bouteille est déterminant

Les propositions de la «gauche» du CNPF sur le chômage

MIEUX PRÉSENTÉES, TOUJOURS AUSSI NOVICES

Si le gouvernement Barre-bis a besoin de se retirer pendant deux jours pour faire jaillir les idées de réformes, il est des bourgeois plus dynamiques et plus inventifs. Ainsi «Entreprise et Progrès», qu'on a coutume de considérer comme «l'aile marchante» du CNPF, vient de faire une série de propositions pour sortir du chômage. Ces propositions sont au nombre de trois, et vont être soumises au CNPF et à Beullaç. Elles sont intéressantes dans la mesure où les animateurs de ce club patronal, et en premier lieu Bidegain, ne cachent pas leurs sympathies pour le PS.

Voyons donc ces trois propositions.

1) *Mise à la retraite de tous les travailleurs de plus de 60 ans, ceux-ci étant obligatoirement remplacés par des jeunes chômeurs. 103 000 jeunes trouveraient ainsi du travail.* Comment seront rémunérés ces 103 000 nouveaux retraités ? Par un fond spécial de la collectivité (pas d'autres précisions), et «avec une garantie de ressource pouvant atteindre 85 % du salaire». Entreprise et Progrès précise bien qu'il ne s'agit que d'une mesure conjoncturelle, et qu'il n'est pas question de donner définitivement la retraite à 60 ans.

2) *Permettre aux femmes qui viennent d'avoir un enfant de prendre un congé de deux ans, à condition de les remplacer obligatoirement par une femme de moins de 35 ans chômeuse.*

L'allocation de cette chômeuse étant versée à la mère de famille. Cela concernerait 150 000 femmes.

3) *Accorder une bourse de 150 000 nouveaux francs à tous les jeunes chômeurs qui envisageraient d'aller travailler à l'étranger, travailleurs immigrés retournant au pays y compris.* Ces mesures permettraient de diminuer de 400 000 le nom-

bre de chômeurs, et de faire des économies se chiffrant par milliard, paraît-il...

L'insistance du PS à répéter que la situation en 78 sera très difficile, qu'il ne faudra pas brûler les étapes, qu'il faudra tenir compte des difficultés économiques, etc. est trop importante pour que ces propositions ne trouvent pas un écho chez les réformistes. Or dans le fond, de quoi s'agit-il ? De trouver une solution spectaculaire, mais tout à fait temporaire et partielle au chômage, de modifier les conditions de chômage des femmes sans les supprimer (car au bout de deux ans, ou bien il faudrait licencier les «remplaçantes» ou bien laisser au chômage les mères de famille), et enfin de favoriser le départ d'un grand nombre de travailleurs immigrés. Refus de la retraite pour les vieux travailleurs, maquillage du chômage des femmes, déportation de la main d'œuvre fournie par les jeunes, départ des immigrés : les formes changent, mais les solutions de la bourgeoisie sont et seraient toujours les mêmes, et toujours avec le même but : faire payer la crise aux travailleurs.

CHIRAC A L'ASSISTANCE PUBLIQUE

Chirac a eu finalement gain de cause dans sa querelle avec le gouvernement au sujet de l'Assistance publique. Celle-ci, dont la présidence était précédemment du ressort du préfet de Paris, était restée dans les mains de ce dernier malgré la présence d'un maire à Paris. Le conseil constitutionnel a estimé que c'était au maire de Paris que revenait la présidence. L'Assistance publique

est un service énorme, dont le budget annuel est de 6 milliards, et qui compte 60 000 employés. Chirac pourra ainsi prétendre se consacrer aux œuvres sociales, et pratiquer un peu plus la démagogie.

PRÉMISSSES

Chargé des affaires internationales au PS, Robert Pontillon se rendra aux États Unis dans le courant du mois de mai. Il préparera le voyage que doit y faire Mitterrand vers la fin de l'année.

«TERRE D'ASILE»

Recherché par la police égyptienne, un militant égyptien séjourne en France, muni d'un visa délivré par l'ambassade de France à Bagdad. Désirant travailler en France, il s'inscrit à l'École pratique des hautes études, puis se présente à la préfecture de police pour disposer d'un nouveau visa lui permettant d'être admis en cité universitaire. Là, on lui confisque tous ses papiers, on l'interroge sans ménagement, et finalement on le somme de quitter le territoire français avant le 21 avril. Cela s'est passé mercredi, 2 jours après la déclaration de Giscard comme quoi la France est un modèle de terre d'asile...

LUTTES OUVRIÈRES

Rive de Gier

UN MOIS APRES LA GREVE, RIBOUD SANCTIONNE LES TRAVAILLEURS

Il y a presque quatre semaines, jour pour jour, plus d'un millier d'ouvriers et d'ouvrières de la verrerie BSN à Rive de Gier dans la Loire, rentraient au travail après avoir mené une grève de plus d'un mois. On se souvient que celle-ci venait en riposte à l'annonce de Riboud qui a le contrôle de l'usine, de mettre au chômage près de 300 travailleurs, certains secteurs d'activité selon lui n'étant plus rentables.

La gauche, quelques jours avant les municipales, promettait si elle arrivait à la mairie, de tout mettre en œuvre pour soutenir les BSN. La droite fut effectivement chassée, mais la nouvelle mairie à part quelques déclarations d'intention laissera le mouvement dans un mortel isolement.

La reprise s'effectuera sans qu'aucune certitude n'existe si ce n'est que les 300 licenciements planent toujours. La direction, aujourd'hui, veut pousser son avantage : elle vient de passer outre sa promesse verbale de ne pas sanctionner les travailleurs pour « fait de grève » : Riboud a décidé de refuser d'indemniser les travailleurs malades ou en accident du travail pendant la grève. En outre, en vue de décourager les travailleurs à l'avenir, Riboud a décidé de supprimer aux grévistes deux jours de congés payés et un douzième de la prime de vacances et de fin d'année.

Bref, des sanctions ! Que Riboud se rassure : les travailleurs n'ont pas dit leur dernier mot !

SIDMAP (marseille)

Pour l'amélioration des conditions de travail et l'augmentation des salaires

50 TRAVAILLEURS EN LUTTE SOUTENUS PAR TOUTE UNE VALLEE

Les travailleurs de la SIDMAP (Société Industrielle de Matière Plastique), située au 278 avenue de la Capelette, en sont à leur quinzième jour de grève totale.

Cette usine qui emploie 55 personnes dont 15 femmes, produit du matériel plastique (séparateur de batterie, casier de ramassage, coudes et raccords pour machines à laver, «capsules à café», fermetures hermétiques...). Les travailleurs sont en grève depuis le vendredi 25 mars pour les revendications suivantes :
- la parité avec les autres établissements du même type, soit 2F de plus par heure,
- l'amélioration des conditions de travail.

Depuis le début de la grève, l'ensemble du personnel organisé autour des syndicats CGT et CFDT se

retrouve chaque jour devant les portes de l'usine.

A l'intérieur de l'établissement, la grève se renforce de jour en jour, et touche même l'encadrement. Le patron qui depuis le début de la grève refuse de négocier, a essayé d'enrayer le mouvement par diverses initiatives. Le lundi 4 avril, un huissier envoyé par le patron est venu constater la présence d'un piquet de grève devant l'usine, ce qui paraît-il empêcherait la bonne marche du travail dans l'entreprise ! (...)

De plus, le patron accusait les grévistes d'avoir volé certaines pièces de machine ; ce qui est faux, les travailleurs en lutte ayant en effet, afin d'arrêter la production, subtilisé quelques pièces, mais celles-ci étaient restées stockées et bien rangées dans l'usine ; l'huissier n'a pu que constater le bon ordre des choses...

Le jeudi 7 avril au matin, les deux parties se retrouvaient devant le tribunal des référés, rue Fongate (suite à la plainte du patron) ; malheureusement pour celui-ci, toutes ces attaques envers les travailleurs furent démolies une à une et le tribunal déclara toutes les plaintes irrecevables.

Dans toute la vallée de l'Huveaune, la solidarité s'organise très vite ; à l'appel des syndicats CGT et CFDT des usines d'Azur et Plastique de France et de MPMP qui ont fait une heure de grève let qui ont, dans un tract, appelé à une solidarité financière d'une heure de travail par travailleur), de nombreuses personnes se retrouvèrent devant la SIDMAP le vendredi 8 avril, pour manifester leur solidarité aux camarades en lutte. De nombreuses délégations étaient présen-

tes et ont apporté leur soutien. (...)

La solidarité financière fut aussi organisée : plus de 1 500 NF furent récoltés pour les grévistes dans l'après-midi du 8 avril.

Notons également la présence des Renseignements Généraux, qui comme à l'habitude étaient fort anonymes et remarqués à la fois...

Devant la détermination des travailleurs à poursuivre la grève jusqu'à l'aboutissement de leurs revendications, et la solidarité de toute la vallée de l'Huveaune, la direction sera amenée à négocier probablement mardi prochain. Une grève de solidarité dans les usines de plastique de la région serait prévue cette semaine. (Extraits AP 13)

Fonderie Messier (Pyrénées-Atlantiques)

A NOUVEAU LA GREVE

A nouveau des licenciements sont annoncés à la fonderie Messier, dans la petite ville d'Arudy, dans les Pyrénées Atlantiques. A nouveau, les travailleurs sont rentrés en lutte.

En septembre de l'année dernière, la direction de l'usine, en effet, annonçait déjà « pour de graves problèmes de rentabilité et de concurrence » 116 licenciements. A cette époque, une première grève de plusieurs semaines était déclenchée par les travailleurs. Elle se terminera sur une demi-victoire. 14 ouvriers

durent quitter leur poste de travail et étaient mis en «pré-retraite». Les horaires de travail furent ramenés à 35 heures avec des pertes de salaire. La direction vient à nouveau d'annoncer 38 licenciements ceux que la lutte de septembre avait empêchés.

La direction voudrait agir par «vagues» pour mieux faire passer son plan de chômage. C'est aujourd'hui la grève reconductible toutes les 24 heures. Malgré les pressions et le recours à un huissier, les travailleurs tiennent bon, forts du bilan tiré de la dernière lutte !

Orléans

LES POMPIERS TIRENT LE SIGNAL D'ALARME !

Depuis fin février, les sapeurs-pompiers d'Orléans observent une grève administrative : c'est le refus d'assurer le standard de la mairie entre 12h et 14h et après 18h, refus d'entretenir les véhicules, de vérifier les bouches d'eau...

Le manque d'effectifs est la raison principale du mouvement.

Sachez en effet, que pour une ville de 220 000 habitants, la «norme» de sécurité exige 130 pompiers, alors qu'à Orléans ils ne sont que 65 ! Ils doivent intervenir sur 24 communes alentour, ce qui fait que l'an dernier ils ont assuré 6780 sorties soit 18 à 20 par jour !

Leur rythme de travail ? 24h de permanence et 48h de repos font que le tiers des effectifs seulement peut assurer les permanences chaque jour.

«Or» leur a pourtant promis, avant les élections, 20 personnes en plus, et, si Thinat est toujours maire, il refuse maintenant de reconnaître ses promesses et même de recevoir les pompiers.

D'autre part, si les hommes-grenouilles sont capables de sauver des vies humaines, ils ne sont pas capables, selon l'administra-

tion, de s'entraîner sans maître-nageur dans la piscine de la ville. Ils ne peuvent en outre s'entraîner que si la piscine est fermée au public : jour où les maître-nageurs sont en congé !!!

Même chose pour les terrains de sport qui leur sont le plus souvent refusés. Ainsi, lorsque les écoles ne les utilisent pas, c'est l'armée qui occupe les terrains en priorité.

Les pompiers demandent donc une salle de sport et les moyens de s'entraîner.

A cela s'ajoute depuis un certain nombre d'années, la demande de création de sanitaires : actuellement ils ont 2 douches pour 65 personnes.

Sachant que l'appui de la population leur est indispensable, les pompiers ont déjà fait des diffusions massives de tracts et n'ont rencontré que des gens indignés qu'on puisse à ce point traiter leur sécurité avec tant de légèreté.

Tous se sont dit prêts à soutenir cette grève qui leur semble légitime.

Face à la combativité et à la détermination du corps de sapeurs-pompiers, Thinat trouvera-t-il une autre réponse que celle qu'il a tenue jusqu'ici par l'intermédiaire d'un de ses subordonnés en injuriant les pompiers, les

traitant de fainéants et de bien d'autres choses encore ?

Sans doute faut-il attendre qu'il y ait un coup dur

pour que le maire se rende compte du bien fondé de ces revendications.

Correspondants communaux d'Orléans.

Dunkerque

AUJOURD'HUI NOUVELLE GREVE NATIONALE DES DOCKERS

Commencée, il y a maintenant quatre semaines, la grève des dockers du port de Dunkerque, continue. La direction d'Usinor qui affiche toujours la même intransigeance, en est bien évidemment la cause.

En outre, l'assemblée générale des secrétaires des syndicats CGT des dockers, réunie avant hier soir, a décidé pour la quatrième fois consécutive, une grève nationale de 24 heures de tous les dockers de France pour aujourd'hui samedi. Il s'agit d'être solidaire de ceux de Dunkerque pour la quatrième fois en un mois.

La grève d'aujourd'hui aura certainement une ampleur encore plus grande que les

trois précédentes puisque le premier port français, celui du Havre, contrairement à la semaine dernière, sera lui aussi, cette fois-ci, dans la lutte.

Le mouvement de soutien autour des dockers de Dunkerque s'est encore amplifié ces derniers jours. Les travailleurs des chambres de commerce, ceux des ports autonomes de commerce (il s'agit des ouvriers d'ateliers portuaires, des grutiers, des employés administratifs) ont eu aussi, engagé la lutte sous deux formes : à des débrayages quasi-quotidiens de deux heures, s'ajoute le refus d'effectuer désormais la moindre heure supplémentaire.

NOTRE NOUVEAU NUMÉRO :

636.73.76.



LUTTES OUVRIÈRES

Fillod (Florange) en grève illimitée
contre le chômage :

"AVEC SOLOCI, ON A OCCUPE ET ON COORDONNE LES LUTTES!"

Le 7 avril, au comité d'entreprise, la direction de Fillod annonce les licenciements de 77 travailleurs, «car le personnel est en surnombre, et inadaptable aux nouvelles techniques que nous employons». L'horaire hebdomadaire est ramené de 44 H à 40 H sans compensation de salaire. Fillod, c'est une entreprise de construction métallique employant environ 440 ouvriers. «Ici, on fabrique des bâtiments, du CLF à l'hôtel depuis août 76, on a même des chantiers au Moyen-Orient». Fillod est à une centaine de mètres du portier de Sollac-Heynange : «D'ailleurs à Fillod, comme à Sollac, on dépend du même trust, les de Wendel».

Dès cette annonce, au comité d'entreprise, les délégués CGT et CFDT quittent la séance. «nous refusons de discuter du nombre et des mesures de licenciement. On ne négocie pas les licenciements» et les ouvriers se mettent en grève pour aller manifester en ville.

«Ils nous traitent d'inadaptés, mais moi, j'ai fait 20 ans de boîte, ici, le plus jeune venu à quatre ans d'ancienneté». «Aux gars de la sidérurgie, on dit qu'ils se reclassent dans des petites boîtes, on nous dit d'aller aux HBL, et aux Houillères, on ferme les puits... De qui se moque-t-on ?»

«La direction parle de licencier les handicapés du travail ; tu sais, moi, j'ai perdu une bonne partie de ma jambe, dans cette sale boîte ; je porte une prothèse. Mais avec ma prothèse, ils m'ont bien envoyé en Arabie Séoudite. Là, ils me trouvaient bon. Maintenant, ils veulent nous mettre à la rue», explique un ouvrier d'une quarantaine d'années. «A la direction, ils parlent d'embaucher dans quinze mois, mais ils nous prennent pour des idiots... en 73, on était plus de 600 dans la boîte, maintenant, on est à 440».

SOLOCI-FILLOD SOLIDAIRES

Le 14 avril, la grève et l'occupation sont massivement décidées. D'ailleurs, le lendemain, la direction a fait venir un huissier, mais voyant que personne ne voulait rentrer, a été obligée de repartir tête basse. Le 4 au matin, les ouvriers de Soloci-Solomi-Stram qui viennent «de rendre une

petite visite» à leur ex-PDG, Evangelisti à Clouange, décident de «descendre à Fillod». Arrivés à Florange, ils partent avec des ouvriers de Fillod en manifestation jusqu'au marché de Florange ; l'accueil est très bon. Arnould, maire RI de Florange et le commissaire de police qui l'accompagnait ont bien tenté d'intimider les ouvriers en vain ! L'après-midi, les ouvriers de Koenigsmacker et de Florange se retrouvaient au coude à coude pour la manifestation des sidérurgistes d'Usinor. «Si on veut gagner, c'est tous ensemble, qu'il faut frapper !»

FRANCAIS-IMMIGRÉS UNE SEULE CLASSE OUVRIÈRE

Les ouvriers de Fillod ont repris sur leurs banderoles les mots d'ordre des «Soloci» : «Travailleurs oui, chô-

meurs non» ; «Pas un seul licenciement», «Français-Immigrés, une seule classe ouvrière». Les slogans racistes faits par les giscardiens du FLS (Force Libérale et Sociale) sur les murs de l'entreprise ont été légèrement rectifiés par les ouvriers. Ils sont devenus des slogans montrant la solidarité dans la lutte entre ouvriers français et immigrés.

Aujourd'hui, la section syndicale CFDT de Soloci et les sections syndicales CGT et CFDT de Fillod vont se rencontrer pour renforcer la coordination de leur lutte. «Tu vois les petites boîtes, on montre l'exemple, tout d'abord on occupe, ensuite on coordonne nos luttes... Ce n'est que comme cela que l'on peut arriver à la victoire !» me déclare un délégué de Soloci.

Corr. Florange



«En agissant avec Soloci, on montre l'exemple. C'est comme ça qu'on peut être victorieux».

Deloustal (Nîmes) :

1 500 F par mois depuis des années APRES 5 ANS DE «CALME», C'EST LA GREVE !

C'est la grève chez Deloustal et Colomb, à Nîmes. Deloustal, c'est une moyenne entreprise de confection pour hommes, qui emploie environ 270 travailleurs, au salaire annuel de 1 500 F par mois, auquel s'ajoute «normalement» une prime d'assiduité et qui a la particularité de sauter dès lors que l'on manque un jour dans le mois. Autant dire qu'elle n'est qu'un moyen supplémentaire d'exploitation des travailleurs. Ce sont ces salaires extrêmement bas qui sont justement la raison de l'actuelle lutte. Les grévistes réclament une prime de 160 F, la cinquième semaine de congés payés à Noël, une prime de trans-

port calculée en fonction du trajet effectué par chaque ouvrier. Certains ont à faire plusieurs dizaines de kilomètres par jour pour se rendre au travail !

Pour l'instant, la direction ne veut rien lâcher, si ce n'est d'augmenter la prime d'assiduité de 23 F... Autant dire qu'à l'annonce de cette proposition, les ouvriers et ouvrières de Deloustal, ont décidé de continuer la grève. Les bas salaires, les cadences qui augmentent au fur et à mesure des départs (le nombre de costumes exigés par heure a doublé en quelques années), les travailleurs n'en veulent plus !

Siaky (Vitry) :

Après 24 heures de grève, 148 F d'augmentation pour tous !

Les 1 000 ouvriers et ouvrières de l'entreprise métallurgique Siaky, (fabrication de machines à souder) à Vitry, viennent de reprendre le travail après une grève d'un jour seulement. La courte durée de cette lutte explique qu'elle n'aura pas été finalement connue. Mais si les travailleurs reprennent aussi rapidement ce n'est pas sans motif ! En 24 heures, ils ont obtenu une augmentation de 147,90 F uniformes pour tous. L'occupation des locaux, l'organisation des pickets de grève, le blocage de la production, voilà ce qui a fait céder la direction. Il faut dire aussi, qu'au cours du mois de février, les travailleurs, en organisant de nombreux débrayages a-

vaient clairement montrer qu'ils étaient bien décidés à obtenir une augmentation de leur salaire.

À ces derniers déjà particulièrement bas, la direction, en avril proposait d'y rajouter seulement 1,5% au 1^{er} juin. Plan Barre oblige !

Il reste néanmoins que d'autres revendications comme la réduction du temps de travail, des congés payés supplémentaires, n'ont pas été satisfaites. Forts de leur premier succès les travailleurs sont bien décidés à repartir en grève, et à obliger la direction à de nouveaux reculs. Ils ont montré qu'il était possible aujourd'hui de les imposer !

nouvelles de haute normandie

De notre bureau de presse de Rouen

Chez Valtier «Nous avons trop attendu»

À l'entreprise Valtier, les travailleurs sont en grève depuis le jeudi 14 avril, ils exigent :

- 1/4 d'heure de douche payée pour le nettoyage,
- une augmentation de salaire de 4,5%,
- le 13^e mois.
- un salaire égal pour les hommes et les femmes.

La vie dans cette entreprise est pénible : le bruit, la chaleur, la saleté, les cadences. Les salaires y sont les plus bas de la région : 9,89 F par heure pour une femme et 10,02 F pour un homme au coefficient 145 ; sans oublier que le paiement se fait au boni. Croyant avoir définitivement écarté les revendications des travailleurs depuis 1972, où aucun conflit n'avait entaché les profits de la société Valtier, la direction se trouve aujourd'hui confrontée à une lutte d'ensemble des travailleurs, où ceux-ci sont très déterminés. Comme le dit un d'entre eux : «Il n'est pas question pour nous de reprendre le travail tant que nous n'aurons pas obtenu satisfaction».

Occupation des locaux chez Bertel

500 ouvriers du textile d'une entreprise de la banlieue de Rouen occupent les locaux depuis mercredi. Ils exigent la suppression du travail au rendement, une pause-casse-croûte pour les équipes en quart, aucun salaire inférieur à 12 F, une prime de vie chère à tous les travailleurs de 300 F, une prime de transport. Il est demandé aussi la mise en place d'un contrat spécial pour les travailleurs immigrés leur garantissant un emploi au retour des vacances. Devant le mépris et le mutisme de la direction, l'assemblée des travailleurs a décidé de maintenir bloquée l'entreprise jusqu'à satisfaction.

Le trésor de guerre des travailleurs de Boursin

Depuis 3 semaines, les travailleurs de l'usine de Croisy-en-Eure, fromagerie où est fabriqué le célèbre «Boursin ail et fines herbes» sont en grève refusant la réorganisation qui entraînerait de nombreux licenciements. Il y a environ un an, un bruit courait déjà que des restructurations pouvaient être envisagées par la direction. Les 176 ouvriers entendaient même parler de la fermeture de la fromagerie. À la réunion du comité d'entreprise, la réponse de la direction restait évasive, mais la menace de 12 licenciements et la décentralisation de la fromagerie dans une nouvelle usine de la Manche était réelle. Devant un tel danger de compression de personnel, les travailleurs décidaient le 24 mars de demander audience au PDG Asserper Boursin. La porte resta close. La colère gronda au sein des travailleurs qui cessèrent le travail et occupèrent l'usine, en faisant des tours de garde devant les chambres froides où se trouvaient entreposées près de 80 tonnes de fromage destinées à la vente. La direction saisissait le tribunal des référés. Un jugement rendu le 30 mars demandait aux travailleurs l'évacuation des locaux sous huitaine. La «justice» n'a pas fait trainer les choses. Le lendemain, les gardes mobiles prenaient position devant l'entreprise et pénétraient dans les locaux après deux heures de heurts violents avec les travailleurs. La direction devait s'apercevoir de la disparition d'une partie du stock de fromage. Celui-ci détourné par les travailleurs en lutte est mis en lieu sûr, et est utilisé pour populariser la lutte par des ventes sauvages sur les marchés de la région. Un trésor de guerre qui rappelle celui des «Lips» !

Waterman (Nantes) :

100 OUVRIERS DÉCIDÉS À ARRACHER UNE AUGMENTATION DE SALAIRE

600 travailleurs et travailleuses sont employés aux établissements Waterman à Nantes, dont l'activité est la fabrication des stylos et stylo encre. 100 OS et OP femmes entament leur seconde semaine de grève.

Elles exigent la satisfaction de revendications portant sur les salaires : à plusieurs reprises depuis le début de la lutte, des débrayages de soutien ont eu lieu dans toute l'usine. La grève continue.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

En bref... En bref...

Intervention policière à la cité scolaire de Sable sur Sarthe

Jeudi près d'une centaine de surveillants et d'instituteurs occupent le bureau du proviseur de la cité scolaire Torcy à Sablé sur Sarthe (Sarthe). Ils veulent obtenir du proviseur qu'il intervienne auprès du rectorat afin d'empêcher la mutation d'une surveillante intérimaire, Marie Christine Morin. Celle-ci a reçu durant des vacances de Pâques, un avis de mutation d'office pour le lycée de la Flèche distant de vingt kilomètres. Le proviseur a appelé les gendarmes qui sont intervenus pour évacuer les manifestants.

A la suite de cette opération policière, une centaine d'élèves et des professeurs ont cessé les cours.

Six mois de prison avec sursis pour un patron

Le tribunal correctionnel de Lyon a condamné jeudi le patron d'une entreprise de peinture de Bron à six mois de prison avec sursis et 3 000 F d'amende. Bouaziz, le patron était responsable de la mort d'un ouvrier immigré de trente ans, Mohamed Tergou, le 3 juin 1976. Dans ses attendus, le tribunal a estimé qu'*en négligeant de prendre toutes mesures utiles pour assurer la sécurité des ouvriers de son entreprise, a commis une faute personnelle*.

Ce patron avait fait une semaine de prison préventive à la suite de l'accident mortel.

Levée de l'occupation de Flamanville par les gardes mobiles

Le sous-préfet de Cherbourg a décidé de lever l'occupation par les gendarmes mobiles du site de la future centrale atomique de La Hague (Manche). Cette décision a été prise après l'annonce par le CRILAN (Comité Régional de Lutte Anti-nucléaire) qu'il ne tenterait plus d'occuper le chantier de la centrale nucléaire. Une cinquantaine d'ouvriers travaillent actuellement sur le chantier clôturé et surveillé par des agents de gardiennage de l'EDF.

Après le rassemblement du week-end de Pâques, le CRILAN envisage de passer à un autre stade de la lutte : *«Harcèlement, diversification, préparation d'un mouvement de masse d'un autre type doivent donner un second souffle à notre combat»*.

Pollution au cyanure : huit tonnes de truites tuées



Dans l'Eure, près de Vandreuil, des fûts de cyanure étaient découverts dans une carrière abandonnée.

Près de Conches (Eure), un élevage de truites a été décimé. Un éleveur de truites a retiré de ses six bassins, huit tonnes de truites mortes. Une analyse de l'eau a permis de constater la présence de cyanure, un des poisons les plus dangereux. On suppose qu'une usine métallurgique de la région est à l'origine de cette pollution criminelle. Du cyanure aurait été déversé dans l'eau du cours d'eau qui alimente les bassins à truites soit à la suite d'une erreur, soit pour se débarrasser d'un produit inutilisable. Quoiqu'il en soit, on retrouve encore à l'origine d'une pollution le mépris d'un patron pour la santé et la sécurité.

Auxerre

OCCUPATION DE LA MAIRIE PAR LE COMITE DE SOUTIEN A MIREILLE BRESSOLLES

Auxerre, 3 h 30 du matin, vendredi, trois cars de flics arrivent et déchargent leur cargaison casquée, matraques à la main. L'assaut est aussitôt donné à la mairie de Soissons, secrétaire d'État à la jeunesse et aux sports. Non, les flics ne viennent pas arrêter le ministre, ils ont ordre de déloger de la mairie les quelques dizaines de membres du comité de soutien à Mireille Bressolles qui sont là depuis jeudi 18 heures. Ceux-ci n'opposent aucune résistance et sont aussitôt relâchés, mais hier matin à Auxerre, tout le monde en parlait, et discu-

taient de l'affaire Mireille Bressolles.

Mireille Bressolles (cf QdP du 12 avril) est cet agent hospitalier licencié pour «insolence» envers ses supérieurs hiérarchiques, en fait parce qu'elle se préoccupait plus des intérêts des malades que de la volonté de ses chefs.

Licenciée arbitrairement, elle lutte pour se faire réintégrer. N'y parvenant pas, elle a entrepris une grève de la faim dans l'église des Brières à Auxerre. Un comité de soutien s'est créé pour appuyer son combat. Jeudi, à l'appel du

comité de soutien, une délégation d'une centaine de personnes se rendait à la DDASS et demandait à être reçue. La directrice étant absente, la délégation se dirigeait ensuite vers la mairie. Devant le refus de Soissons d'accorder une audience, il était décidé d'occuper la mairie. Des relais pour poursuivre l'occupation étaient organisés, des délégués syndicaux de plusieurs entreprises venaient y participer. Après l'intervention massive et disproportionnée de la police, seule réponse du pouvoir aux légitimes revendications

des occupants, un rassemblement devait avoir lieu à 17 heures. Le SGEN a appelé ses adhérents à une journée de grève. L'UL CGT et le PCF qui jusqu'alors se désolidarisait de cette lutte, voyant son impact à Auxerre, ont finalement accepté de participer au rassemblement, sur le mot d'ordre «Non à la répression». Dès hier matin, quelques heures après l'expulsion, les membres des comités de soutien étaient à la porte des entreprises pour distribuer des tracts d'appel au rassemblement.

Gennevilliers

UN INSTITUTEUR LICENCIÉ PAR UN INSPECTEUR SYNDIQUÉ A LA FEN

Un nouveau nom vient s'ajouter au dossier noir des enseignants victimes de l'Éducation Nationale. Alain Vidal, instituteur remplaçant est sous le coup d'une procédure de radiation depuis le mois de février 1977, à la suite d'une inspection de M. Flaman, inspecteur d'académie syndiqué à la FEN. L'École Émancipée tendance de la FEN à laquelle appartient Alain Vidal a réalisé sur cette affaire un dossier distribué à 40 000 exemplaires dans les écoles des Hauts de Seine.

Instituteur remplaçant depuis mars 1973, Alain Vidal n'a jamais obtenu de stage de formation, il a été nommé en octobre 1976, à l'année à la section d'éducation spécialisée Aguado de Gennevilliers. Les élèves des SES (section d'éducation spécialisée) viennent des classes élémentaires de perfectionnement, ils ont un retard scolaire important, ainsi en classe de 5^e certains

ne savent pas lire. Alain Vidal n'a aucune formation particulière pour enseigner dans ces classes difficiles.

De la mi-décembre à la mi-janvier, il sera inspecté quatre fois. Il est muté et le 7 février on lui annonce qu'une procédure de radiation est en cours contre lui. Le rapport d'enquête de l'inspecteur Flaman vaut d'être connu au moins en

partie : *«La juxtaposition d'exercices placés à la fois selon le hasard des pulsions du maître... Cadre d'une tristesse affligeante, tables placées en tous sens... papiers à terre en permanence... Lors de ma dernière visite, j'ai rencontré l'enfer... Au delà d'erreurs pédagogiques inévitables et bien excusables, j'ai pu hélas constater une incapacité fondamentale propre à établir une relation correcte avec les enfants.*

A 34 ans sans CAP, il doit se reconverter dans une autre profession».

Ce à quoi répond Alain Vidal : *«Les exercices n'étaient pas pris au hasard, mais si un événement arrivait, il semblait intéressant de l'exploiter dans la classe... Il est toujours difficile de*

limiter exactement dans le temps des exercices avec ces élèves qui posent problème depuis tant d'années. (Une formation que je réclame depuis quatre ans m'aurait permis peut être de mieux doser les exercices). J'apprécie beaucoup la manière ironique et désinvolte avec laquelle l'inspecteur Flaman syndiqué à la FEN traite des problèmes de l'emploi !!!...»

L'École Émancipée des Hauts de Seine rappelant les nombreux cas de répression administrative contre des enseignants dans ce département appelle à la défense d'Alain Vidal afin qu'il soit maintenu dans l'enseignement et qu'il puisse enfin suivre une formation.

En bref... En bref... En bref... En bref...

De la Banque de France à la Shell : l'itinéraire d'un grand bourgeois

Olivier Wormser, ancien gouverneur de la Banque de France est heureux, il vient d'apprendre sa nomination comme administrateur du groupe pétrolier néerlandais Royal Dutch, mieux connu sous le nom de Shell, une des plus grosses compagnies pétrolières mondiale. Entre son passage à la direction de la Banque de France et sa nomination à la direction de la Royal Dutch, M. Wormser a rempli les fonctions d'ambassadeur de France en Allemagne.

Arenc : démenti du préfet de police

À la suite d'une protestation du collectif marseillais pour les libertés contre la demande d'enquête concernant le juge Baudot, le préfet de police de Marseille a démenti avoir demandé l'ouverture d'une enquête.

Le Syndicat de la Magistrature a néanmoins maintenu que le préfet de police a eu connaissance de l'enquête menée par le procureur de Marseille. Le Syndicat de la Magistrature s'étonne que le préfet de police ait pu avoir accès à une note personnelle destinée à un journaliste et aux sources d'informations de la presse.

les mesures économiques de Carter

IMPROVISATION ET AUSTERITE

Carter vient d'annoncer qu'il avait renoncé à faire une ristourne de 50 dollars par personne sur les impôts.

«Ce serait une erreur de s'en tenir à cela» a déclaré Carter. Un sénateur américain déclarait «Le plan de relance économique du président était prématuré et reflétait son inexpérience».

C'est en effet tout le plan de relance de Carter, annoncé au lendemain de l'investiture du nouveau président, qui est remis en cause par cette mesure qui élimine un de ses pivots.

Celui-ci prévoyait que 31,2 milliards de dollars seraient injectés dans l'économie entre 1977 et 1978, en combinant les réductions d'impôts sur le revenu et une augmentation des commandes de l'état. Selon les prévisions des «experts» cartériens, les réductions d'impôts devaient libérer 13,7 milliards de dollars en 1977; le gouvernement devait de son côté augmenter ses dépenses de 1,7 milliards de dollars; en 78 la réduction d'impôts ne libérerait plus que 8 milliards de dollars, mais le gouvernement devait mettre sur pied un programme de création d'emplois de 7,6 milliards de dollars.

En un mois, il ne reste plus rien du grand plan de

relance de Carter, au nom duquel les USA ont exercé les pressions les plus fortes pour obliger un pays comme l'Allemagne à suivre le même chemin qu'eux et d'injecter des sommes énormes dans l'économie.

Cette improvisation avait été jugée fantaisiste par la plupart des économistes américains, y compris les propres conseillers de Carter, qui ont affirmé à plusieurs reprises que le plan de réduction d'impôts serait inflationniste. A l'annonce de la décision de Carter, la bourse de Washington a augmenté de 8 points.

PLAN ENERGIE : HAUSSES DE PRIX

Certains aspects du «plan énergie» que Carter doit présenter mercredi au Congrès américain ont par ailleurs été dévoilés. L'une des principales mesures est dorénavant et déjà l'augmentation de 50 cents par Gallon d'essence sous forme d'impôts indirects, ce qui revient pratiquement à doubler le prix de l'essence. Pour le gaz naturel, une nouvelle manière de calculer le prix fera passer les 100 mètres cubes de 1,75 dollar contre 1,45 dollars auparavant. En prime, les compagnies productrices de gaz reçoivent un cadeau de prix : les prix



Chômeurs aux États-Unis : les plans de Carter les obligeront à pointer pendant plusieurs mois encore.

du gaz naturel ne sont plus bloqués.

Pour l'instant l'essentiel des mesures connues de ce plan c'est l'austérité, mais d'autres aspects, notamment la politique américaine à l'égard des pays produc-

teurs seront au centre des discussions à venir tant à Paris lors de la reprise des travaux des commissions de la Conférence Nord-Sud à la fin de ce mois qu'à Londres où les 7 à 8 du mois de mai doit se dérouler le sommet des pays occidentaux.

GREVE DES DOCKERS AMÉRICAINS

Les 35 000 dockers américains de la côte Est se sont mis en grève et refusent de décharger les navires des sept plus grandes compagnies de conte-

neurisation. En contrepartie des pertes subies du fait de la conteneurisation, ils réclament une augmentation du salaire horaire de 8 à 10 dollars et la réduction de la semaine de 40 heures à 32 heures.

POURSUITE DE LA GREVE DE BRITISH AIRWAYS



Les grévistes de British Airways, qui, depuis onze jours poursuivent la grève sauvage, examinaient hier matin les nouvelles

propositions de la direction. Un responsable syndical après le rejet par les grévistes des précédentes propositions a déclaré que

les grévistes ne retourneraient pas au travail tant que la compagnie «ne commencera pas les discussions sur la paie».

ANGLETERRE : LA PRODUCTION A BAISSÉ au cours du mois de février. Selon le centre Henley de prévisions a déclaré que le niveau d'inflation anglais qui se situe actuellement à 16,5% ne baisserait pas de manière significative dans les prochains mois, en dépit du blocage des salaires imposé depuis deux années. Le syndicat des mineurs a annoncé qu'il rejetterait tout renouvellement du contrat social pour une troisième année.

Côte d'Ivoire

L'ARMÉE FRANÇAISE D'OCCUPATION CONTRE LES PAYSANS IVOIRIENS

Depuis le mois de février, l'armée française d'occupation massacre les paysans de la région Ouest de la Côte d'Ivoire. Elle a l'ordre de tirer à vue sur les paysans qui tentent de passer les frontières du pays. Ils sont révoltés par les spéculations sur le café opérées par la Caisse de stabilisation qui leur achète le café à 3,60 francs et leur fait subir une vie de misère alors que le prix du café a plus que doublé à la consommation dans les pays occidentaux. Les paysans ont alors décidé

d'aller vendre leur café dans les pays frontaliers. Une véritable guérilla est déclenchée dans cette région.

Des mouvements de grève ont lieu pour protester contre la vie chère; à cela le gouvernement répond par l'organisation d'une pénurie de riz (qui, par ailleurs, connaît les mêmes spéculations que le café).

Telle est la coopération de l'impérialisme français, qui s'inspire toujours de son passé colonialiste.

Zaire

AUGMENTATION DU CORPS EXPÉDITIONNAIRES MAROCAINS

Le colonel Dlimi, chef d'État Major de l'armée marocaine se trouvait vendredi à Kolwezi. Les derniers 250 parachutistes du corps expéditionnaire de 1 500 hommes débarquaient dans la journée.

L'un des buts de la visite de Dlimi serait de juger si un autre contingent de 1 500 hommes était nécessaire.

Officiellement, à Paris, la fin de la mission Transall était annoncée. Selon Guiringaud, le ministre des Affaires Étrangères, l'effectif des hommes engagés dans cette opération s'élèverait à 180 hommes. Un Boeing d'Air France avait également été réquisitionné et le syndicat des pilotes de ligne a émis une protestation contre les pressions auxquels certains de ses membres ont été soumis pour qu'il prenne part à l'opération Transall sous prétexte de besoins de défense nationale.

De leur côté, les USA ont décidé d'envoyer pour 13 millions de dollars de matériel militaire au Zaïre pour lequel le montant de l'aide militaire US pour 1977 s'élevait à 30 millions de dollars. Pour neuf milliards, cette livraison est représentée par un avion cargo C-130; pour le reste, il s'agirait de pièces de rechange et surtout de véhicules militaires (jeeps et camions).

De son côté, le gouvernement allemand a ouvert un crédit de 5 millions de D.M. (10 milliards de francs) destiné officiellement à livrer des vivres et des médicaments au Zaïre.

Par ailleurs, l'aviation Zaïroise bombarde en permanence la ville de Mutshatsha et le chemin de fer de Benguela qui relie l'Angola à la province de Shaba, par lequel les unités du FLNC sont ravitaillées.

AU SHABA COMME AU SAHARA, LES PARACHUTISTES DE DLIMI

Pendant son voyage, le colonel Dlimi devait décider du sort de trois de ses soudards : seraient-ils jugés au Shaba ou envoyé en tribunal militaire au Maroc ?

Les trois paras n'avaient pas respecté le cessez-le-feu et était allés s'enivrer dans un débit de boisson local. Au retour, ils entrèrent dans une maison où se trouvait une femme seule et trois enfants. Ils exigèrent d'elle qu'elle se livre à eux. Devant son refus ils battirent ses deux enfants à mort devant elle, puis s'en prirent à elle et à son blé, tous deux sont grièvement blessés. C'est l'arrivée des voisins et leur intervention qui la sauvèrent sans doute.

UN APPEL DES DISSIDENTS SOVIÉTIQUES AUX OUVRIERS DE RENAULT

L'académicien Sakharov, l'ancien général Grigorenko, le président de la section d'Amnesty International et quatre vingt trois dissidents Soviétiques ont adressé un appel aux ouvriers de Renault leur demandant de : «S'intéresser au sort des membres du groupe soviétique de surveillance de l'application des accords d'Helsinki en URSS qui ont été récemment arrêtés».

Des contrats existent entre la firme Renault et l'Union Soviétique, d'où l'idée de sensibiliser les travailleurs qui vont satisfaire ces contrats.

En bref... En bref...

● SOUDAN-ÉTHIOPIE : Au cours d'un meeting monstre, le chef de la junte éthiopienne, Mengistu, a appelé les Éthiopiens à se tenir prêts et en armes pour combattre les Soudanais ainsi que les mouvements d'opposition internes. Des manifestations ont été organisées devant l'ambassa-

de du Soudan à Addis Abeba aux cris de «A bas Nemeiry» «A bas les chefs réactionnaires arabes» à la suite d'une plainte du gouvernement éthiopien selon laquelle une intrusion soudanaise avait eu lieu. Aucune plainte n'a été déposée ni à l'ONU, ni auprès de l'OUA.

● FRANCE RWANDA : LES DERNIERS ENTRETIENS entre le président du Rwanda, pays africain proche du Zaïre et du Soudan et Giscard se sont tenus en présence des ministres des affaires étrangères et de la défense des deux pays. Selon les participants l'identité de vue était complète sur l'Afrique et des fournitures d'armes françaises au

Rwanda auraient été étudiées. Giscard prévoyait-il d'aller un peu plus loin dans la division de l'Afrique.

● ÉGYPTÉ LYBIE : L'Égypte a fermé sa frontière avec la Lybie, interdisant à tous les citoyens lybiens de quitter l'Égypte. Ce qui a entraîné une plainte de la Lybie auprès de l'OUA.

INTERNATIONAL

Négociations SALT

LA POLÉMIQUE
USA-URSS
SE POURSUIT

Pour la troisième fois en moins d'une semaine, l'ambassadeur soviétique aux États-Unis a rencontré un haut responsable de l'administration Carter en rencontrant son principal conseiller Brzezinski, et toujours sur le même sujet : les négociations sur la limitation des armements stratégiques, salt.

Selon la presse américaine, l'ambassadeur soviétique a réitéré la seule proposition soviétique : entériner les accords de Vladivostok, en excluant leur bombardier Backfire, mais en y incluant leur missile US Cruise. Ces visites répétées ont pour but de préparer la nouvelle rencontre prévue en mai entre Vance et Gromyko au sujet des négociations Salt.

Selon Brzezinski, la polémique se développe à l'intérieur de l'administration américaine au sujet d'une invitation de Brejnev aux USA, même si les négociations Salt continuent de piétiner. Le conseiller, qui se dit le principal tenant de cette position affirme que lier un sommet à une négociation aussi complexe

que celle sur les armements serait courir à l'échec.

UN ARTICLE
DE LA PRAVDA

De son côté dans un long éditorial de deux pages, la Pravda revient sur l'échec de Cyrus Vance à Moscou en rejetant sans appel la proposition américaine. «Certains prétendent en vain que les Soviétiques n'ont pas donné de réponse définitive et qu'ils ont besoin de temps pour étudier les propositions américaines à cause de leur nature radicale» écrit notamment le journal en rejetant ainsi les déclarations de Carter qui affirmait de telles positions. Selon l'éditorial, la proposition américaine ne contient «aucun élément constructif» et «ne peut être l'objet de discussions sérieuses».

Ainsi les négociations soviéto-américaines se trouvent-elles dans l'impasse apparemment totale, le brutal rejet soviétique venant en outre mettre en difficulté l'administration Carter elle-même en accentuant les oppositions entre les différents courants qui la traversent.

Tournée du ministre
des Affaires Étrangères anglais en Afrique AustraleLES ÉTATS UNIS ENVISAGENT
DE PARTICIPER DIRECTEMENT
AUX NÉGOCIATIONS

Le ministre des affaires étrangères de la Grande-Bretagne poursuit son voyage dans les différents pays d'Afrique Australe pour tenter à nouveau de faire accepter le plan britannique de règlement. Vendredi il quittait l'Afrique du Sud pour Pretoria, la capitale du régime raciste de Rhodésie.

À Washington, le porte-parole de la présidence a fait savoir que les États-Unis participeraient à des négociations si la mission du ministre anglais réussissait et si une conférence s'ouvrait à nouveau entre les racistes et les mouvements de libération. «Nous pourrions jouer un rôle utile dans la conférence». Il a précisé que les USA envisageaient leur rôle dans un tel cas simplement «comme l'un des garants ou comme l'un des co-responsables» mais pas comme président d'une telle réunion. Le porte-parole a également envisagé que les USA soient présents à la conférence comme participants au sein d'une délégation. Toujours selon le porte-parole la décision finale sur la participation américaine serait prise à l'issue de la mission que le ministre anglais Owen poursuit actuellement en Afrique Australe.

La décision envisagée par

les USA modifie la tactique américaine concernant l'Afrique Australe. Jusqu'à présent les USA ont appuyé les actions britanniques. Après le voyage de Kissinger en Afrique Australe à l'automne 1976, la Grande Bretagne a repris à son compte le plan que celui-ci avait défini, selon lequel les Africains ne disposeraient du gouvernement que dans deux ans, un gouvernement intérimaire dominé par les racistes et présidé par les Anglais devant être mis en place d'ici là. À la conférence de

Genève où les Britanniques tentaient de le faire entériner les mouvements de libération le mettait en échec, en exigeant l'indépendance immédiate. Après cet échec, le Britannique Richard essayait au cours d'un voyage en Afrique d'en faire accepter une nouvelle mouture avec le soutien des USA, sans succès.

Dès l'investiture de Carter, le nouveau président envoyait son délégué aux Nations-Unies, un Afro-amé-

ricain, Young, pour chercher les moyens d'établir un nouveau plan. Avant d'entrer à Washington, Vance, le ministre US des affaires étrangères rencontrait le Britannique Owen qui devait entreprendre le voyage qu'il poursuit aujourd'hui. Dans les quelques mois qui viennent de s'écouler l'engagement américain en Afrique Australe se fait de plus en plus direct, pour imposer le maintien dans toute mesure du possible de régimes racistes d'Afrique Australe.



À gauche, Young, nouveau représentant américain à l'ONU au cours de sa visite en Afrique : donner un visage nouveau à la politique impérialiste.

CORÉE DU SUD :
FAUX RETRAIT
U.S.

Selon plusieurs sources, les USA auraient commencé à retirer de Corée du Sud leurs missiles nucléaires. D'autre part, le retrait de certaines unités US a commencé. Le général Engers a déclaré que le retrait des missiles «n'occasionnerait pas une grande réduction» dans la puissance de feu présente car d'autres unités US assumeront la tâche des unités retirées !... L'US Air Force, quant à elle, maintient la présence de ses armes nucléaires pour les bombar-

dements basés en Corée.

ORDRE DE
MOBILISATION

La «Gazette du Gouvernement», le journal du gouvernement rhodésien, a publié un ordre obligeant tous les hommes de 38 à 50 ans, blancs, métis ou asiatiques à s'inscrire pour le service national dans les journées de vendredi. C'est une tentative pour renouveler les troupes avec les hommes plus âgés pour renforcer la guerre. Un tel ordre, intimé aux seuls blancs, avait déjà été promulgué au cours de

l'automne 1976 : il avait rencontré l'opposition de nombreux patrons qui perdaient une partie de leurs employés. La situation plus difficile du régime raciste le contraint à le renouveler en l'étendant.

INDE :
DÉMISSION

Après l'écrasante défaite du Parti du Congrès de Gandhi, M. Devjant Baroah, président de ce parti, a donné sa démission estimant qu'il était responsable du revers électoral subi par l'ancienne formation gouvernementale.

Pakistan



Des femmes pakistannaises affrontent la police à Karachi.

Quelques semaines après les élections générales qui assurèrent la victoire au parti du premier ministre Bhutto (le Parti Populaire Pakistanais), élections considérées comme truquées, notamment par la coalition d'opposition, deux ministres et l'ambassadeur à Madrid ont démissionné de leur poste. D'autres personnalités, anciens ministres ou députés, ont suivi la même démarche.

En bref... En bref...

STUTTGART :
PARODIE D'UN PROCÈS...
ET POURTANT LES
CONDAMNATIONS SONT RETENUES

Dans la prison-bunker de Stammheim, le procureur fédéral Wunder fait son réquisitoire devant un box vide. Les prévenus Gudrun Ensslin, Andréas Baader et Carl Raspe, ainsi que leurs avocats de confiance sont absents. Ils n'ont pas été informés de la tenue du procès.

«Qu'à cela ne tienne, le réquisitoire est tout de même prononcé, le même mot pour mot que celui d'octobre 76, où Wunder avait déjà requis la détention à perpétuité».

POUR LA CINQUIÈME JOURNÉE
CONSÉCUTIVE :
MANIFESTATION A NAPLOUSE

Des manifestations anti-sionistes ont lieu dans diverses localités de Cisjordanie occupée. La plus importante se tient à Naplouse.

Pour la cinquième journée consécutive, des étudiants et lycéens de la ville de Naplouse ont manifesté leur opposition à l'implantation sioniste en Cisjordanie. Cette série de manifestations est la réaction à une grande marche organisée, la semaine dernière dans ce secteur, par l'organisation sioniste «Gouch Emounim», mouvement prônant l'occupation par l'expropriation des terres en Cisjordanie.

Toutes les tentatives des notables de la ville pour calmer les manifestants sont restées infructueuses. Les manifestants ont lapidé les forces de l'ordre, brûlé des pneus et, dans la nuit de lundi à mardi, ils ont mis le feu à un véhicule militaire d'El Khalil.

ÉGYPTE :
INCULPATION

La répression contre les éléments populaires qui avaient manifesté en janvier dernier, contre la hausse exorbitante des prix, s'organise à grande échelle. Ainsi, le Procureur Général a-t-il donné des précisions sur les procès qui doivent s'ouvrir : 287 personnes doivent comparaître sous l'inculpation de «sabotages et de dégâts». 110 d'entre elles ont moins de 18 ans et seront jugées devant un tribunal

pour mineurs, les autres comparaitront devant la Cour de Sécurité de l'État. Elles risquent la peine capitale, la réclusion à perpétuité ou de très lourdes condamnations.

HAUSSE DES
PRIX EN ITALIE

Les prix de l'électricité et des transports vont augmenter en Italie pour appliquer les mesures d'austérité exigées par le fonds Monétaire International pour attribuer un prêt à l'Italie.

DECISION DU COMITE CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE CHINOIS SUR L'ETUDE DU TOME 5 DES "OEUVRES CHOISIES DE MAO TSE-TOUNG"

LE 7 AVRIL 1977



NOTE POUR LA PRÉSENTE ÉDITION

Les œuvres du président Mao Tsé-toung, grand dirigeant et éducateur, sont d'immortels documents du marxisme-léninisme. Conformément à la décision du Comité Central du Parti Communiste Chinois, nous éditons le tome 5 des «Œuvres choisies de Mao Tsé-toung» et nous publierons successivement les autres tomes.

Édités antérieurement, les tomes 1 à 4 des «Œuvres choisies de Mao Tsé-toung» contiennent d'importants écrits de la période de la révolution de démocratie nouvelle. Le tome 5 comprend d'importants écrits de la période de la révolution et de l'édification socialistes ; il en sera de même des tomes suivants.

Au cours de la période historique nouvelle inaugurée par la fondation de la République Populaire de Chine, maintenant toujours fermement le principe de l'union de la vérité universelle du marxisme-léninisme avec la pratique concrète de la révolution, le camarade Mao Tsé-toung a continué, sauvegardé et développé le marxisme-léninisme dans la lutte que notre parti et notre peuple ont menée sous sa direction pour entreprendre la révolution et l'édification socialistes, pour combattre les lignes révisionnistes de Kao Kang-Jao Chou-che, de Neng Ten-houai, de Liou Chao-chi, de Lin Piao et de Wang Hong-wen-Tchang Tchoueng-kiao-Kiang Tsing-Yao Wen-yuan, pour combattre l'impérialisme et toute la réaction, et pour combattre le révisionnisme moderne ayant pour centre la clique des négats révisionnistes soviétiques. La plus grande contribution apportée sur le plan théorique par le camarade Mao Tsé-toung durant cette période, c'est d'avoir dressé systématiquement le bilan de l'expérience historique de la dictature du prolétariat, tant à l'intérieur du pays que sur le plan international, d'avoir analysé les contradictions, les classes et la lutte de classes de la société socialiste, à la lumière du concept fondamental de la dialectique matérialiste — l'unité des contraires —, et d'avoir ainsi révélé la loi du développement de la société socialiste et fondé la théorie magistrale de la continuation de la révolution sous la dictature du prolétariat. Ces concepts nouveaux, ces conclusions nouvelles du camarade Mao Tsé-toung à propos de la révolution prolétarienne et de la dictature du prolétariat ont apporté un enrichissement immense au patrimoine théorique du marxisme-léninisme dans les domaines de la philosophie, de l'économie politique et du socialisme scientifique. Non seulement ils montrent à notre peuple la voie fondamentale à suivre pour consolider la dictature du prolétariat, prévenir la restauration du capitalisme et édifier le socialisme, mais de plus ils revêtent une grande portée mondiale, profonde et durable.

Le tome 5 des «Œuvres choisies de Mao Tsé-toung» comprend d'importants écrits de septembre 1949 à 1957, c'est dans ces écrits que le camarade Mao Tsé-toung énonce pour la première fois la thèse scientifique selon laquelle la lutte entre le prolétariat et la bourgeoisie, entre la voie socialiste et la voie capitaliste existera encore longtemps après la réalisation, pour l'essentiel, de la transformation socialiste de la propriété des moyens de production, la doctrine concernant la juste distinction et la juste solution des deux types de contradictions de caractère différent qui existent entre nous et nos ennemis et celles au sein du peuple, la théorie magistrale de la continuation de la révolution sous la dictature du prolétariat et les concepts fondamentaux de la ligne générale pour l'édification du socialisme. Par la suite, et en particulier au cours de la Grande Révolution Culturelle Prolétarienne, le camarade Mao Tsé-toung, s'inspirant de l'expérience de la pratique révolutionnaire, a sans cesse enrichi et développé toutes ces brillantes idées.

Le camarade Mao Tsé-toung est le plus grand marxiste-léniniste de notre époque. La pensée-maotsétoung est le drapeau victorieux sous lequel notre parti, notre armée et notre peuple luttent dans l'unité et poursuivent la révolution ; elle est le bien commun du prolétariat international et des peuples révolutionnaires de tous les pays. La pensée et la doctrine du camarade Mao Tsé-toung sont éternelles.

Parmi les œuvres que le camarade Mao Tsé-toung a écrites durant la période de la révolution et de l'édification socialistes et qui sont réunies dans cette édition, une partie a déjà été publiée et l'autre est inédite ; celle-ci comprend les documents rédigés par le camarade Mao Tsé-toung, ses manuscrits ainsi que les procès-verbaux officiels de ses discours. Ces procès-verbaux ont fait l'objet de quelques arrangements indispensables de caractère technique lors de leur mise au point.

«Note pour la présente édition» donnée par la Commission pour la rédaction et l'édition des œuvres du président Mao Tsé-toung du Comité Central du Parti Communiste Chinois.

1^{er} mars 1977

Le tome 5 des œuvres choisies de Mao Tsé-toung est mis en vente simultanément à partir du 15 avril dans les diverses provinces, municipalités et régions autonomes de Chine. C'est la mise en œuvre d'une décision adoptée le 7 avril par le Comité Central du Parti Communiste Chinois, de lancer dans toute la Chine un mouvement de masse pour l'étude de ce tome 5.

Le tome 5 des œuvres choisies de Mao Tsé-toung est un document marxiste-léniniste d'une très grande portée pour le combat révolutionnaire du peuple chinois et de tous les peuples du monde. Tandis que les tomes 1 à 4 contenaient des écrits relatifs à la période de la révolution de démocratie nouvelle, le tome 5 comprend les articles les plus importants écrits par Mao Tsé-toung, entre septembre et 1957, c'est-à-dire les huit premières années de la révolution et de l'édification socialistes en Chine.

A partir du moment où Mao Tsé-toung annonce solennellement au monde entier, depuis la place Tien An Men, que «le peuple chinois est désormais debout» (premier document du tome 5), la lutte s'engage alors pour faire avancer la Chine dans la voie de la construction du socialisme.

C'est dans les écrits réunis par le tome 5, que le camarade Mao Tsé-toung, dressant le bilan de

l'expérience historique de la dictature du prolétariat à l'intérieur de la Chine comme sur le plan international, avance pour la première fois dans l'histoire la théorie de la continuation de la révolution sous la dictature du prolétariat. Avec la thèse selon laquelle la lutte entre le prolétariat et la bourgeoisie, entre la voie socialiste et la voie capitaliste, existe encore longtemps après la réalisation pour l'essentiel, de la transformation socialiste de la propriété des moyens de production. C'est là aussi qu'il énonce la doctrine concernant la distinction et la solution des deux types différents de contradictions existant sous le socialisme : celles avec les ennemis et celles au sein du peuple.

Soulignant toute l'importance des écrits de Mao Tsé-toung rassemblés dans le tome 5, le Parti Communiste Chinois a décidé de tirer tout de suite celui-ci à 15 millions d'exemplaires, le tirage total devant dépasser 200 millions d'exemplaires.

Traduit dans les cinq langues des minorités nationales de Chine, le tome 5 va être publié en anglais, français, russe, japonais et espagnol. Présenté par les camarades chinois comme un acquis victorieux dans l'étape actuelle de la révolution en Chine, l'édition du tome 5 des œuvres choisies de Mao Tsé-toung, fournit une arme précieuse au prolétariat de notre pays dans sa lutte pour la révolution socialiste.

1. La parution du tome 5 des «Œuvres choisies de Mao Tsé-toung» constitue un grand événement dans la vie politique du peuple chinois, un grand événement aussi dans l'histoire du développement du marxisme. Ce tome 5 revêt une grande signification historique pour la dénonciation et la critique approfondies de la clique antiparti de Wang Hong-wen, Tchong Tchouen-kiao, Kiang Tsing et Yao Wen-yuan, pour le renforcement de l'édification de notre parti sur les plans idéologique et théorique, pour le développement de la révolution et de l'édification socialistes en Chine, pour la consolidation de la dictature du prolétariat ainsi que pour le mouvement communiste international et la cause de la libération des peuples et nations opprimés du monde entier.

Le Comité Central décide de lancer, dans tout le parti, dans toute l'armée et parmi le peuple de nos diverses nationalités, un mouvement de masse pour l'étude du tome 5 des «Œuvres choisies de Mao Tsé-toung» afin d'imprimer un nouvel essor à l'étude des œuvres du président Mao.

2. La plus grande contribution apportée à la théorie marxiste par le président Mao durant la période de la révolution et de l'édification socialistes, c'est d'avoir dressé systématiquement le bilan de l'expérience historique de la dictature du prolétariat tant à l'intérieur du pays que sur le plan international, d'avoir analysé les contradictions, les classes et la lutte de classes de la société socialiste, à la lumière du concept fondamental de la dialectique matérialiste — l'unité des contraires —, et d'avoir ainsi révélé la loi du développement de la société socialiste et fondé la théorie magistrale de la continuation de la révolution sous la dictature du prolétariat. Cette idée fondamentale, il nous faut la comprendre de façon approfondie et bien l'assimiler au cours de l'étude du tome 5 des «Œuvres choisies de Mao Tsé-toung», afin de mieux nous armer de cette théorie magistrale, de savoir appliquer avec toujours plus de conscience la ligne révolutionnaire du président Mao dans le combat pour matérialiser la décision stratégique du Comité Central du parti avec à sa tête le président Houa : gouverner le pays en saisissant l'axe.

3. Dans cette étude, nous devons faire valoir le style que le président Mao avait toujours préconisé, à savoir lier la théorie à la pratique. Le tome 5 des «Œuvres choisies de Mao Tsé-toung» constitue le compte-rendu des victoires et le bilan scientifique de la lutte que notre parti,

notre armée et notre peuple ont menée sous la direction du président Mao, au cours des huit années qui ont suivi la fondation de la République Populaire de Chine, contre la classe des propriétaires fonciers, la bourgeoisie, l'alliance anti-parti Kao Kang-Jao Chou-che et le révisionnisme de Liou Chao-chi, à l'intérieur du pays, et contre l'impérialisme américain et le révisionnisme khrouchtchevien, sur le plan international. Dans sa présentation qui a pour fil conducteur la lutte de classes et la lutte entre les deux lignes, la commission pour la rédaction et l'édition des œuvres du président Mao Tsé-toung du Comité Central du P.C.C. donne un aperçu sommaire du contenu du tome 5 en mettant l'accent sur les principaux écrits qui n'avaient pas encore été publiés jusqu'ici. Dans l'étude de ce tome, il nous faut établir un lien étroit avec la pratique, et en nous servant de la pensée-maotsétoung comme d'une arme, dénoncer et critiquer à fond la ligne révisionniste contre-révolutionnaire de la «bande des quatre», mettre fin à la confusion créée par elle sur les plans idéologique et théorique, redresser la conception — inversée par elle — de ce qui est juste et de ce qui ne l'est pas en matière de ligne, et balayer son influence néfaste dans tous les domaines. En liaison avec la consolidation du parti et la rectification du style de travail, nous devons renforcer l'éducation donnée à la lumière du marxisme, du léninisme, de la pensée-maotsétoung, de façon à ce que la masse des membres du parti et des cadres parviennent dans la lutte à distinguer entre marxisme et révisionnisme, entre ligne juste et ligne erronée, entre matérialisme dialectique d'une part, et idéalisme et métaphysique de l'autre, et élèvent leur niveau de conscience politique et idéologique afin de transformer leur conception du monde. En liaison étroite avec les réalités de la lutte de classes, de la lutte pour la production et de l'expérimentation scientifique, nous devons appliquer de façon conséquente la ligne du président Mao et les mesures politiques qu'il avait élaborées, consolider et développer les conquêtes de la grande Révolution Culturelle Prolétarienne et faire valoir l'esprit d'initiative socialiste des cadres et des larges masses, tout ceci en vue de mener à bien notre travail dans tous les secteurs.

4. L'étude du tome 5 des «Œuvres choisies de Mao Tsé-toung» constitue un événement capital dans l'édification de notre parti sur les plans idéologique et théorique. Les Comités du parti à tous les échelons doivent prendre fermement cette tâche en main afin de la mener à

bonne fin. Les cadres dirigeants du parti à tous les niveaux et, en particulier, les cadres supérieurs, doivent donner l'exemple dans l'étude. Nous devons suivre cet enseignement du président Mao : «Lire consciencieusement pour bien posséder le marxisme». Pour que la participation des cadres ainsi que des ouvriers, des paysans et des soldats se fasse de façon organisée, on doit recourir à des formes diversifiées : études menées sans quitter le travail, école politique fonctionnant en dehors des heures de travail, cours, stage d'étude, etc. L'école centrale du parti et les écoles régionales du parti aux divers échelons doivent organiser, par période et par groupe, la participation des cadres à ces stages. Dans les écoles des cadres du «7 mai», étude et production doivent être menées parallèlement. Nous devons activer les travaux de recherche théorique sur le marxisme, le léninisme, la pensée-maotsétoung. Nous devons veiller à ce que le contingent de théoriciens professionnels et celui des ouvriers-paysans-soldats puissent jouer le rôle qui leur est dévolu dans le cadre de cette étude, et renforcer les rangs des théoriciens marxistes. Journaux et revues théoriques doivent bien faire connaître l'idée maîtresse et l'essentiel du contenu du tome 5 afin d'aider les cadres et les masses dans l'étude.

5. C'est sous la direction du président Mao Tsé-toung, grand dirigeant et grand éducateur, que notre parti, notre armée et notre peuple ont mené la révolution de la démocratie nouvelle à sa victoire complète, et ont remporté ensuite de grandes victoires dans la révolution et dans l'édification socialistes. Toutes les victoires du peuple chinois sont des victoires de la pensée-maotsétoung. Le drapeau du président Mao, c'est le drapeau de la victoire, c'est pour notre peuple le drapeau de l'unité et du combat dans la continuation de la révolution.

Le Comité Central appelle tout le parti, toute l'armée et le peuple de nos diverses nationalités à étudier avec sérieux le tome 5 des «Œuvres choisies de Mao Tsé-toung», les œuvres de Marx, Engels, Lénine et Staline ainsi que les autres écrits du président Mao, et sous la direction du Comité Central du parti avec à sa tête le président Houa, à accomplir la volonté du président Mao, à porter haut et à défendre son grand drapeau, à s'unir comme un seul homme et à tout faire pour mener à bien les affaires de la Chine afin d'apporter une contribution plus grande pour le bien de l'humanité.

DANS NOTRE COURRIER

AMATEURS PHOTO

Le peuple impopulaire

COPYRIGHT LES ÉDITIONS DU SEUIL

ALAIN PRÉVOST

75^e épisode

« L'aviation française a apporté sur les champs de bataille le maximum de nos ressources, sauf — le Sénateur détacha ses mots — sauf pour le front intérieur, car, malgré mes efforts, je n'ai pu vaincre l'attentisme, véritable crime contre la Patrie, déclare Fernand Grenier, Commissaire à l'Air... Mmmm... le Sénateur murmurait, passant vite certaines phrases... Mmmm... simple et direct... Mmmm... retrouvé ses moyens... Mmmm... Mais le Commissaire ajoute... Ah, voilà, écoute bien : « D'autre part, j'aurais aimé pouvoir vous dire que nous n'avons pas laissé attaquer des maquis sans apporter l'appui matériel et moral de nos aviateurs. Tous mes efforts ont été vains. Au moins ai-je la conscience en paix, car j'ai tout fait pour que nos ailes puissent aider ceux du Vercors et d'ailleurs. »

Le sénateur reposa l'Alger Républicain.

— Donc, vous estimez que c'est dangereux ?

— Oui et non !

Henri Morestel regarda le commissaire à l'intérieur.

— Expliquez-vous !

Long comme un jour sans pain, brun dans sa chemise blanche, le commissaire se leva. Il contourna le bureau qui le gênait et s'assit vis-à-vis de Morestel. Ses yeux et sa bouche riaient, malgré la barre marquant son front :

— C'est dangereux, parce qu'ils veulent se débarrasser de vous. Ce n'est pas dangereux, parce que nous les empêcherons. Nous sommes faibles, mais nous pourrions causer un esclandre. C'est ce qu'ils tiennent à éviter à tout prix. A quelle heure êtes-vous convoqué ?

— Quatre heures, Boulevard Saint-Saëns.

— L'affaire est assez simple ! Lorsque nous avons demandé au B. C. R. A. de nous communiquer vos rapports sur le Vercors, ils ont eu peur. Peur que nous ne les publions, que nous fassions du bruit. Après l'affaire Grenier, vous voyez le scandale !

Le commissaire battait la mesure de ses phrases avec son crayon ; il poursuivit :

— Le B. C. R. A. nous répond que les rapports sont égarés. Et d'un. Mais il reste VOUS, l'agent du Vercors. Ils craignent votre mémoire, ou pire : que vous n'avez gardé des doubles. A propos, en avez-vous ?

— Naturellement !

— Mettez-les en sûreté. Ils peuvent servir un jour...

— J'ai quelques amis journalistes...

— C'est ce qu'ils craignent. C'est pour cela qu'ils ont intérêt à vous faire disparaître, comme les documents.

— Ils oseraient ?

Le commissaire haussa les épaules. Avec tristesse, il demanda :

— Vous n'avez donc jamais entendu parler du 66, boulevard Saint-Saëns ?

— Vaguement.

— Atmosphère garantie calquée sur la milice et la Gestapo. Y compris les baignoires...

Morestel eut un frisson. Pas de peur : de dégoût ! A quoi avait-il servi de se battre, si des Français libres se conduisaient comme les pires argousins de Vichy et d'Allemagne !

Les deux hommes se levèrent : l'un petit et fort, l'autre maigre et respecté.

— Si vous n'êtes pas ici à six heures, je fais ouvrir immédiatement l'enquête.

— Au revoir.

— Bonne chance !

Morestel quitta le Vieux-Palais, ses dalles et ses pierres, protectrices. Quatre heures moins vingt à sa montre ; le temps d'aller à pied boulevard Saint-Saëns.

Alger tremblait légèrement sous la chaleur.

62-64-66. Brigade spéciale du Territoire.

Un immeuble comme un autre. Un planton comme un autre. Il prit la convocation.

— Suivez-moi !

Morestel pensait à ses montagnes. Il n'aimait pas les atmosphères de caverne.

Un bureau sombre. Des portes derrière le bureau. Des dossiers, des fichiers. Tout à fait le confessionnal policier... et le prêtre de la force, chat noir près de la souricière :

Un chat faisant la chatte.

Un saint homme de chat, bien fourré, gros et gras...

— Content de vous voir, Morestel !

Une voix du nez. Le montagnard s'assit sans répondre. L'autre s'acharna, parla du temps, de la guerre. Comme s'il tenait absolument à entendre la voix de Morestel avant de lui sauter dessus. Puis, d'un seul coup :

— Au fait, pour quelle raison êtes-vous venu ici ?

— Mais... répondit Morestel... vous m'avez convoqué !

(à suivre)

Un lecteur du « Quotidien du Peuple » amateur photographe disposant de photos pouvant intéresser les rédacteurs du quotidien pour l'illustration de certains articles (manifestations, chantier public extérieur) aimerait avoir quelques renseignements techniques pour le meilleur passage possible des photos dans le quotidien.

Effectivement, il est important dans la mesure du possible d'illustrer le « Quotidien du Peuple » avec de bonnes photos. Ce qui n'est pas toujours le cas. Il pense que la ma-

nière de tirer les photos peut y contribuer, en s'adaptant au système d'impression du « Quotidien du Peuple ».

Questions :

1) format des tirages (9 x 13, 18 x 24, ...).

2) Tirage normal ? contrasté ? doux ?

De quelles photos d'ordre général avez-vous besoin, si vous avez d'autres précisions à donner d'ordre technique ou général, n'hésitez pas.

Salutations
B. Mortagne

Photos envoyées par des correspondants

Avril 76 - Les grévistes de Peugeot Mandeure bloquent la voiture du patron.



A Merlebach le 5/10/76 les mineurs secouristes devant le puits 5.

30 AVRIL
à partir de 17 h
CARTOUCHERIE DE VINCENNES

FETE DE REBELLES

1^{er} MAI
CARTOUCHERIE DE VINCENNES

750 000 d'entre nous en attente dans les ANPE, des centaines de milliers d'autres surexploités dans les boîtes intérimaires ou les grands bagnes capitalistes, derniers embauchés, premiers licenciés, vidés de nos régions d'origine transformées en déserts !

La bourgeoisie essaie de camoufler la réalité en nous proposant ses contrats d'apprentissage, forme moderne de l'esclavage, son armée d'embrigadement et même ses flics : mais elle ne peut cacher la pourriture de sa société d'exploitation qui se manifeste dans tous les domaines :

Elle est pourrie cette société qui bouche notre avenir et n'a aucun idéal à proposer à la jeunesse. Elle est pourrie cette société qui assassine les jeunes dans les quartiers populaires, multiplie les tabassages et les tracasseries policières. Elle est pourrie cette société qui calomnie et multiplie ses campagnes anti-jeunes, nous traite de voyous, de drogués, de loulous, de dépravés à la une de ses journaux. Nous n'en voulons pas du capitalisme qui tente de nous embrigader dans ses vastes rassemblements où s'expriment ouvertement des groupes fascistes, ou de nous faire sombrer dans des solutions de désespoir : petite délinquance, drogue.

Eddy MITCHELL
KIRJUHÉL
IMAGO
J. DEBRONCKART

Meeting Central

Intervention de l'UCJR avec Roger Aubert membre du Secrétariat National
• Saluts d'ouvriers en lutte de vétérans communistes

La jeunesse accuse le capitalisme ! témoignage de : un jeune apprenti, un jeune ouvrier, un jeune chômeur, un collégien, un ex-délinquant, un jeune immigré, un résident de FJT, un ex-JC, un lycéen, un soldat, une victime de la répression

FORUMS

L'Unité de la Jeunesse : une tâche urgente.

• Réalités de la révolte à la révolution

• Rock, Pop-music, embrigadement ?

• Sport pour qui ? pour quoi ?

THÉÂTRE Troupe Z

CINÉ NON-STOP

Avec notamment : le Culrassé Potemkine, Ni'a'pro Tchapaïev, Le député de la Balique, Un homme véritable

ABONNEZ-VOUS AU QUOTIDIEN DU PEUPLE

Nom
Prénom
Adresse
.....
Abonnement normal : 300 F
Abonnement de soutien : 500 F
Abonnement de soutien : ... F
Mode de versement :
en une fois
en trois fois (échelonné sur trois mois)

NOTRE NUMERO : 636.73.76.



Le Quotidien du Peuple, publication du PCRM
Adresse Postale BP 225 75 924 PARIS CEDEX 19
Crédit Lyonnais, Agence ZU 470, compte N°7713 J
Directeur de publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC-Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

La Commune au jour le jour

Par Paule SACONNET

Dimanche 16 avril 1871



Certes, ayant cassé les structures d'oppression et d'humiliation qui l'étouffaient depuis des siècles, les travailleurs de Paris revivaient, respiraient largement cette liberté toute nouvelle, prenaient possession de cette ville qu'ils avaient construite de leur sueur.

Et pourtant, ils étaient en butte à des conditions matérielles très dures. La guerre, le siège de la capitale les avaient brusquement jetés dans le chômage, dans la misère. La plupart des familles subsistait avec les trente sous du mari, garde-nationale.

Aussi, y eut-il dans les quartiers des initiatives de cantines populaires, de «fourneaux économiques» comme on les appelait aussi.



Les rentiers vus par Daumier.

La Commune essaie de résoudre le problème de façon plus politique. Il y a dans Paris maints ateliers fermés, car les propriétaires font partie des «francs fileurs» qui ont plié bagage en direction de Versailles.

Elle promulgue donc un décret pour «le recensement des ateliers abandonnés et la constitution de coopératives ouvrières», cela sur l'initiative de Frankel. C'était une décision révolutionnaire, puisque cela remettait en question le principe sacro-saint de la propriété privée et partait de l'idée que les travailleurs pouvaient se passer de patron pour produire.



Les combats continuent dans le secteur Nord-Ouest de Paris (Neuilly, Asnières). Les ambulances ramènent les blessés dans Paris.

Lundi 17 avril 1871



Les grosses pièces d'artillerie versaillaise font pleuvoir inlassablement leurs obus sur les fortifications de Paris. Cela n'empêche pas les gardes nationaux de s'y tenir le jour et la nuit, se relayant pour la faction.



Combat violent au pont d'Asnières.

Mais la tactique de grignotage amorcée par Thiers se poursuit : après un intense pilonnage du 14 au 17 avril, l'armée versaillaise, restructurée, dûment endoctrinée par leurs chefs, attaque en force sur le front nord-ouest. Pendant plusieurs heures, Dombrowski et quelques centaines de fédérés arrivent à tenir le village d'Asnières, mais doivent ensuite, faute de renforts, l'abandonner et se replier de l'autre côté de la Seine.

La préméditation minutieuse de l'attaque, le nombre des forces engagées, l'emploi des moyens les plus meurtriers firent la preuve que Thiers n'était prêt à aucune conciliation, mais s'attaquait au peuple de Paris avec une rage et une concentration militaires qu'il n'avait jamais montré envers les Prussiens.



Gustave Courbet pendant une séance au Conseil de la Commune.

C'est ce même jour qu'au Louvre se réunirent de nouveaux artistes, peintres, sculpteurs, graveurs, architectes, pour élire leur comité. Parmi eux, l'on retrouve bien entendu à sa tête, Courbet, et des artistes qui depuis des années combattaient l'oppression sociale et politique par leurs œuvres, tels Daumier, André Gill. Ce comité se mit, sans attendre, au travail et élaborait un long rapport à la fois sur les réformes à opérer dans l'administration des Beaux-Arts sur l'importance de la formation artistique de tous et sur l'esprit même de cet enseignement : «L'art étant l'expression libre et originale de la pensée, il en résulte au point de vue de l'enseignement, que toute direction officielle imprimée au jugement de l'élève est fatale et condamnée ; puisque, admettant même cette direction comme bonne, elle tend néanmoins à détruire l'individualité».

Programme télé

SAMEDI 16 AVRIL

TF 1

- 12 h 45 - Jeune pratique
- 13 h 35 - Le monde de l'accordéon
- 13 h 50 - La France défigurée
- 14 h 05 - Restez donc avec nous
- 18 h 05 - Trente millions d'amis. Magazine des animaux
- 18 h 40 - Auto-moto 1
- 19 h 10 - Six minutes pour vous défendre
- 19 h 40 - Eh bien... raconte !
- 20 h 00 - Journal
- 20 h 30 - Des magiciens. Émission de D. Webb
- 21 h 30 - Peyton Place. Série américaine
- 22 h 25 - Sports
- 23 h 55 - Journal

A 2

- 13 h 00 - Journal
- 13 h 30 - Hebdo chansons - hebdo musiques
- 14 h 10 - Les jeux du stade
- 17 h 10 - Des animaux et des hommes. Pour ou contre la chasse ?
- 18 h 05 - La télévision des téléspectateurs en super 8
- 18 h 55 - Des chiffres et des lettres
- 19 h 20 - Actualités régionales
- 19 h 40 - Flash information
- 19 h 45 - La tirelire
- 20 h 00 - Journal
- 20 h 35 - César Birotteau (3) d'après H. de Balzac
- 22 h 00 - Questions sans visage
- 22 h 35 - Drôle de dessin
- 23 h 35 - Journal

FR 3

- 18 h 15 - Télévision régionale
- 18 h 45 - Musique buissonnière
- 19 h 05 - Entracte
- 19 h 20 - Actualités régionales
- 19 h 40 - Samedi entre nous
- 19 h 55 - Journal
- 20 h 00 - Outre-Mer, La Guadeloupe
- 20 h 30 - Le retour, d'après la pièce d'Harold Pinter
- 22 h 20 - Journal

DIMANCHE 17 AVRIL

TF 1

- 13 h 00 - Journal
- 13 h 20 - C'est pas sérieux
- 14 h 15 - Rendez-vous du dimanche
- 15 h 45 - Direct à la une
- 17 h 00 - Ou'est-ce qui fait courir Papa ? série américaine
- 17 h 30 - Les craks, film français, comédie d'A. Joffé (1968)
- 19 h 15 - Les animaux du monde
- 19 h 45 - Journal
- 20 h 30 - Les aventuriers, film de R. Enrico (1967)
- 22 h 30 - Portrait : Lino Ventura
- 23 h 20 - Journal

A 2

- 13 h 25 - La lorgnette
- 14 h 15 - Pom Pom Pom Pom
- 14 h 20 - Ces messieurs nous disent
- 15 h 40 - Tom et Jerry
- 15 h 50 - Têtes brûlées, série américaine
- 16 h 40 - Trois petits tours
- 17 h 25 - The Muppet Show
- 18 h 00 - Pom Pom Pom Pom
- 18 h 10 - Contre Ut
- 19 h 00 - Stade 2
- 20 h 00 - Journal
- 20 h 30 - Musique and music
- 21 h 40 - Scènes de la vie conjugale (4)
- 22 h 30 - Réalité-fiction
- 23 h 25 - Journal

FR 3

- 16 h 50 - FR 3 Actualités
- 16 h 55 - Scénario pour une ville
- 17 h 50 - Espace musical
- 18 h 45 - Spécial Dom-Tom
- 19 h 00 - Hexagonal
- 19 h 55 - Journal
- 20 h 05 - Cheval, mon ami
- 20 h 30 - L'homme en question
- 21 h 45 - L'homme en question : Henri Lefebvre
- 21 h 45 - Aspects du court-métrage français
- 22 h 20 - Journal
- 22 h 30 - Cinéma de minuit : «Le mort qui marche» film américain en V.O. de M. Curtiz (1936)

L'APPAREIL JUDICIAIRE
EN FLAGRANT DÉLIT
DE MENSONGE

LA SECONDE MORT
DE PATRICK MIRVAL

Le 7 mars dernier, le juge Forgues, juge d'instruction au tribunal de grande instance d'Evry rendait un non-lieu dans l'affaire Mirval « attendu qu'il ne résulte pas de l'information de charges suffisantes contre quiconque d'avoir commis les délits d'homicide involontaire ou d'abstention volontaire de porter secours ».

Le 22 février 1974, dans la matinée, mourait Patrick Mirval à la prison de Fleury-Mérogis. Jeune Martiniquais athlétique de 20 ans, il avait été arrêté quelques jours plus tôt pour le vol de quelques pièces de cinq francs dans un distributeur automatique. Détenu à la prison de Fleury-Mérogis il comparait le 22 février à 9 h 15 devant le prétoire de la prison pour

insolences et menaces envers un gardien ; il est alors en parfaite santé. A 11 h 20, la gendarmerie de Fleury-Mérogis reçoit un coup de téléphone d'un responsable anonyme de la prison de Fleury-Mérogis annonçant qu'il y aurait un détenu en « mauvais état » qui aurait voulu se supprimer. Le gendarme qui a reçu la communication la trouve bizarre, incohérente, il a l'impression « qu'on bricole » quelque chose. En fait à cette heure, Patrick Mirval est déjà mort, et ce n'est pas une tentative de suicide : son corps est couvert d'ecchymoses et porte des traces de strangulation. Que s'est-il passé ensuite pour qu'on aboutisse au non-lieu plus de trois ans après ? Six expertises médicales différentes préparent le terrain au non-lieu.



Patrick Mirval mort à 20 ans, assassiné par ses gardiens dans la prison de Fleury-Mérogis le 22 février 1974

L'AFFAIRE MIRVAL
PAR BERNARD CUAU

« Cette mort d'un matin, qui a failli rester anonyme, demeurera, par vous, pour longtemps, inacceptable ».

Michel Foucault

« L'affaire Mirval ou comment le récit abolit le crime » : grâce à ce livre de Bernard Cuau, l'assassinat de Patrick n'est pas tombé dans l'oubli. Sans élever le ton, Bernard Cuau dresse un réquisitoire implacable contre l'administration pénitentiaire, et l'appareil judiciaire. Il démonte un à un les rouages du « plus froid des monstres froids ».

Ce qui fait la force de ce livre c'est qu'il restitue dans leur stricte invraisemblance les différents récits de la mort de Mirval.

De cette simple juxtaposition éclate la vérité, pas seulement la certitude de l'assassinat de Mirval par ses gardiens, celle-ci est évidente dès le début, mais une vérité plus terrible : la complicité de la justice pour lentement dissoudre la vérité au mépris de toute vraisemblance et pour imposer sa vérité à elle. Des juges, des médecins ont avec méthode et obstination accompli cette honteuse besogne ; froidement, avec préméditation ils ont tué une seconde fois Patrick Mirval, sans véhémence, mais avec passion et précision, Bernard Cuau donne les preuves de ce second crime. Plus qu'un rétablissement des faits et une dénonciation d'un crime, ce livre à partir d'un fait précis montre à l'œuvre la machine judiciaire, secondée par les machines médicale et psychiatrique et il nous apprend plus sur ce fonctionnement que bien des analyses universitaires.

(Bernard Cuau ; l'Affaire Mirval ou comment le récit abolit le crime ; Collection La France Sauvage ; Les Presses d'aujourd'hui).

bernard cuau

L'AFFAIRE MIRVAL
OU COMMENT
LE RECIT
ABOLIT LE CRIME

PREFACES DE MICHEL FOUCAULT
ET DE PIERRE VIDAL-NAQUET



LA FRANCE SAUVAGE

Le premier récit de la mort de Mirval parle de tentative de suicide. Le second récit est celui de la gendarmerie de Fleury-Mérogis alertée par un coup de téléphone de la prison.

Les gendarmes n'obtiennent pas une version claire des événements, ils se rendent sur les lieux, c'est-à-dire au mitard où se trouve le corps de Mirval ; des pompiers tentent de le réanimer, en vain. Le certificat du docteur Lazarus précise « que l'examen du corps ne permet pas d'évoquer une cause courante de décès ».

Le gendarme Cottard entreprend son enquête, prend les dépositions des gardiens et rédige un rapport de synthèse. Le rapport de cette première enquête est formel : il n'y a eu en aucune façon tentative de suicide. A ce stade, le récit établi par la gendarmerie est succinct, mais il constitue déjà un document accusateur pour les gardiens.

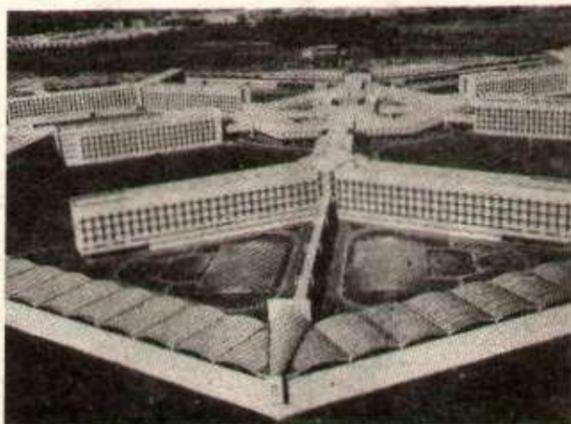
Condamné à quatre jours de mitard, Mirval résiste à son transfert. On lui entrave les mains et il est conduit avec Hugué, un codétenu dans un fourgon cellulaire ; pendant son transfert, il faut le maintenir. Arrivé au sous-sol du bâtiment où se trouve le mitard, il faut attendre la réparation de l'ascenseur en panne : la réparation dure 20 minutes. On entrave les pieds de Mirval, puis on le replace dans l'ascenseur. Au troisième étage, les gardiens du mitard transportent un corps inerte dans une cellule puis ils appellent l'infirmière, puis le docteur qui constate le décès.

LE CORPS DE PATRICK
MIRVAL SOUSTRAIT
A SA MÈRE

L'assistante sociale de Fleury-Mérogis annonce à la mère de Patrick que son fils est tombé en syncope et qu'il a été transporté dans une clinique. Elle refuse de donner plus de détails et tente de décourager Mme Mirval de se renseigner plus. Le lendemain, l'assistante sociale repasse chez Mme Mirval pour lui annoncer la

mort de son fils par arrêt cardiaque à la prison. Mme Mirval téléphone à Fleury-Mérogis où le directeur lui dit que son fils a eu une syncope, une déception d'amour, que c'est un suicide. Elle refuse de croire à cette version et demande à voir le corps : refus du directeur.

Le 25 février, soit trois jours après la mort, Mme Mirval est reçue par le directeur de Fleury-Mérogis : celui-ci lui dit que les gardiens ont peut-être un peu brutalisé Patrick, mais que de toutes façons, il a eu un chagrin d'amour. Mme Mirval ne sait toujours pas précisément de quoi est mort son fils. Elle demande



La prison de Fleury-Mérogis

à voir son corps, le directeur dit ne pas savoir où il se trouve, ni qui peut le renseigner. Pendant toute la journée, Mme Mirval accompagnée de sa mère et de son cousin, va chercher le corps de son fils. Elle ira des pompes funèbres au commissariat, du commissariat à la morgue de Juvisy, où on cherche à les égarer. Finalement, ils arriveront à la morgue du cimetière russe de Ste Geneviève des Bois où se trouve le corps.

LE TÉMOIGNAGE
D'HUGUET :
PLAINTES ET
GÉMISSEMENTS

Plus tard, les gardiens raconteront que Patrick Mirval était dans un grand état d'excitation, ils parleront de

folie furieuse, d'une impossibilité à le maîtriser, et cependant aucun d'eux ne pourra exhiber la moindre trace de coups.

Hugué, transporté en même temps que Mirval, mais laissé dans le fourgon, pendant que Mirval attendait devant l'ascenseur, affirmera que les gardiens lui seraient le cou si fort que la bave lui vint aux lèvres. De son fourgon, il a entendu des cris, des gémissements et des plaintes. Descendu vivant du fourgon, Mirval a été chargé mort dans l'ascenseur, il a été tué par ses gardiens pendant les vingt minutes que durait la panne de l'ascenseur. Ceux-ci n'avaient probablement pas

l'intention de donner la mort, mais juste de le passer à tabac, comme ils le font fréquemment, en particulier à l'égard de détenus noirs ou arabes. Cette fois, ils y ont été trop fort !

Constatant la mort, la direction de Fleury-Mérogis, affolée, a tenté de monter un récit la disculpant. D'où ces histoires de suicide, ces contradictions multiples entre les dépositions. Elle n'arrivera pas à un récit cohérent, la justice va s'en charger. Le juge Michau chargé de l'affaire à la suite d'une plainte contre X de Mme Mirval n'aura de cesse de disculper l'administration pénitentiaire.

SIX EXPERTISES

Pour cela, il lui faudra faire appel à des experts

médicaux qui s'acharneront à « oublier » les traces de coups sur le corps de Patrick Mirval avec une incroyable histoire de folie furieuse.

Au total, il y eut six expertises médicales. La première expertise conclut que « le décès du sieur Mirval est la conséquence d'un processus asphyxique ; l'autopsie a mis en évidence quelques traces traumatiques au niveau des bras, du cuir chevelu occipital et de la région antéro-cervicale gauche ».

Le rapport d'expertise note de nombreuses ecchymoses sur plusieurs parties du corps.

La sixième expertise, 20 mois plus tard, conclut : « Patrick Mirval était fou, il est mort de sa folie. La contention a aggravé les choses ».

Ainsi, l'état d'excitation de Patrick Mirval aurait amené son asphyxie ! Ceci se passe de commentaires... Que cette version soit invraisemblable, que Patrick Mirval n'ait eu aucun antécédent psychiatrique, peu importe pour les médecins experts.

LE JUGE MICHAU :
AVEUGLE ET SOURD

Le travail du juge Michau a consisté à donner la parole aux experts médicaux, à leur laisser le temps de parvenir à cette version définitive, et à ignorer le reste : les invraisemblances, les contradictions, à se boucher les oreilles et à fermer les yeux ; il ne prononcera aucune inculpation, il laissera le temps agir. Il en sera récompensé ; il est promu à Paris et laisse cet encombrant dossier au juge Forgues. Celui-ci ne fera que mettre un terme logique au travail de son prédécesseur, il reprendra tout à son compte et rendra une ordonnance de non-lieu.

L'affaire n'est cependant pas érimée. Mme Mirval a fait appel, mais le silence presque total qui a accueilli l'ordonnance de non-lieu montre que la justice a au moins réussi à étouffer le scandale.